

**HUGO BLANCO
DE RETOUR
AU PEROU**

Lire page 4

Après les condamnations des dissidents

LA BUREAUCRATIE AU BANC DES ACCUSEES

- *Indignation et protestations dans tous les pays*
- *Carter, Begin, le pape... : les crocodiles ont la larme facile*



Andrei Sakharov, académicien soviétique, prix Nobel de la paix, et animateur du groupe de surveillance de l'application des accords d'Helsinki a assurément raison de noter qu'à la suite des condamnations de Guinzbourg, Chtcharansky et Piatkus; « les autorités soviétiques ont reçu une condamnation universelle ».

Tellement universelle même que d'étranges voix se mêlent, qu'on avait peu l'habitude d'entendre défendre les droits de l'homme, s'élever pour la sauvegarde des libertés démocratiques. On ne se souvient pas que Carter, chef de file de l'impérialisme US, se soit à ce point engagé pour protester contre les dictatures chilienne, argentine, ou uruguayenne. Mais les vices qu'on condamne à Moscou, Kalouga et Vilnius sont sans doute des vertus à Santiago, Buenos Aires et Montevideo.

Begin s'émeut à juste titre de l'antisémitisme qui a régné tout au long des procès. Mais le leader sioniste est moins chatouilleux sur les droits de la défense, sur le respect des causes nationales quand ce sont des Palestiniens qui croupissent dans les geôles.

Vraiment, tous ces crocodiles qui aujourd'hui mêlent leurs larmes, n'ont rien à envier aux criminels qui sévisent au Kremlin et bien fous ou naïfs seront ceux qui leur délégueront ne serait-ce qu'une parcelle de responsabilité dans la lutte pour les droits de l'homme.

Nous le savons bien, nous qui la menons depuis longtemps, depuis, tout simplement, que notre courant existe. Qu'aujourd'hui, au sein du mouvement ouvrier, certains réprovent, protestent et s'attristent, nous nous en félicitons. Ils n'ont que trop tardé. Ils ont des preuves à fournir, de leur attachement à cette cause des libertés qu'ils découvrent depuis quelque temps, il y a urgence. Ce combat, par-delà les phrases, c'est avec eux que nous entendons le mener.

Jean-François Vilar

**MANUFRANCE : LA
CGT ACCEPTE LES
LICENCIEMENTS**

Lire page 5

**PLAGES POLLUEES:
DES VACANCES
PRES DES EGOITS**

Lire page 5

**CHASSE
AUX JEUNES
AUX ANTILLES**

Lire page 8

« A working class hero is something to be » (John Lennon)

Mes chers ami(e)s lecteurs-lectrices, je veux bien vous faire une page courrier tous les jours, mais comment si vous ne nous écrivez plus ? Allez, faites un effort : nous sommes une douzaine pour faire onze pages, et vous, des milliers pour en faire une, alors... En attendant que vous repreniez la plume, je vais vous raconter une histoire pour dormir debout, couché (sur la plage), comme vous voulez. Ecoutez bien.

Signé : le préposé au courrier

Grand-père, à 163 ans (il est né en 1814, voyez-vous mêmes) est encore vert et débordant d'énergie militante. Samedi dernier, armé d'une vague pancarte de carton, il s'est installé au beau milieu de la rue du Faubourg-Saint-Antoine pour exiger la démission du gouvernement et le cinéma gratuit pour les personnes âgées du quartier. Un attroupement, un embouteillage se sont formés, suivis de près par les flics, crocs dehors, prêts à cogner.

Au moment où le chef s'apprêtait à abattre sa matraque sur la crinière blanche de

pas, bien sûr, aussi heureux. Comme tous les révolutionnaires, il a connu la répression et l'exil, le bain et les longues années de prison. C'est ainsi qu'il fut emprisonné sous Louis-Philippe, Battista, Ebert, Staline, Painlevé, Gandhi (Mahatma et Indira), Suharto, Roosevelt, Denikine, Ataturk, Ben Gourion, Castro, Constantin, Blum, Ben Bella, Tsiranana, Mussolini, Kennedy, Napoléon III, Bismark et quelques autres dont les noms ne sont pas inscrits sur les tablettes de l'histoire... Aussi, lorsqu'il entend Bernard-Henri Lévy pérorer à la télé sur le goulag,

coupée par un détachement de la garde républicaine surgie au grand galop de la rue aux Ours. Mû par un réflexe étonnant, grand-père saisit le pan de la veste du dirigeant bolchevik ; stoppé net, Lénine en fut quitte pour la peur et, poursuivant sa route, il déclara en grasseyant légèrement : « Les rendez-vous de l'histoire sont parfois inattendus », propos que grand-père transcrivit soigneusement dans son carnet de bord et qu'il relate dans son essai sur les structures matrilocales dans le district de Morne-à-l'eau (Guadeloupe).

« Il reste que, si grand-père eût été moins vif, nous n'en serions peut être pas aujourd'hui à célébrer le 60^e anniversaire de la révolution d'Octobre.

« Lutteur infatigable, homme de masse incomparable (c'est lui qui, le 13 février 1934, à la tête du cortège communiste, fut l'artisan des retrouvailles des deux grands courants historiques du mouvement français en annonçant qu'on vendait des boissons chaudes sur le cours de la Nation), dirigeant syndical éprouvé (c'est lui ouvrit la porte à Trotsky lorsque celui-ci se présenta au local de la « Vie ouvrière » sur le quai de Jemmappes et enseigna en cinghalais les rudiments de la théorie de la plus-value à un jeune avocat de Colombo connu sous le pseudonyme de Bala Tampoe), grand-père fut néanmoins souvent critiqué pour les excès de son enthousiasme révolutionnaire et son penchant à l'action individuelle.

« Chacun connaît, par exemple, l'acte héroïque du communiste grec Manolis Glezos qui, aux jours sombres de la tyrannie nazie, arracha le drapeau fasciste de l'Acropole au péril de sa vie. Ce que l'on sait moins, c'est que grand-père, la nuit suivante, déjouant la garde doublée des SS, arracha une nouvelle fois l'emblème exécré et le remplaça subrepticement par la culotte de cheval du commandant nazi de la place d'Athènes, Von Sonderschmutz. Celui-ci en fut à ce point affecté qu'il fit fermer toutes les boucheries hippophagiques de la ville, promit une prime de trois millions de drachmes-or et une copie en plâtre de la Vénus de Milo à qui lui permettrait de mettre la main sur le responsable de cette insolence. Mais grand-père était déjà en sureté sur le mont Olympe en compagnie de son ami Aris Velochioutis avec lequel il vidait force bouteilles d'ouzo de campagne en se riant de la déconvenue de la ganache nazie.

« On imagine le nombre de révolutionnaires que grand-père a pu rencontrer, au cours de sa très longue carrière de révolutionnaire. Quoiqu'à 160 ans révolus, il conserve intactes ses facultés intellectuelles, il lui arrive parfois de s'embrouiller un peu dans les lieux et les physiologies.

« C'est ainsi qu'il y a quelques mois, à l'occasion d'une partie de pêche avec Leopold Trepper au large de Saint-Jean-d'Acre (il connut le chef de l'Orchestre rouge à Paris sous l'Occupation et lui indiqua la seconde porte de la pharmacie Bailly par laquelle il s'échappé des griffes de la Gestapo), au cours de cette partie de pêche, donc, il affirma avoir rencontré Rosa Luxemburg dans un café bor-



grand-père, un des bourres, en poussant un glapissement, a suspendu son geste : il venait de reconnaître, en la personne du vieux, un lanceur de bouteilles incendiaires qu'il avait (pourtant) bien cru abattre d'une volée de chassepot le 26 mai 1871 à cet endroit précisément.

Profitant de la confusion ainsi créée, grand-père s'éclipa discrètement, non sans lâcher quelques tracts où le ministre de la Justice se trouvait traité de galopin et le président de la République de triste pisse-vinaigre.

« Ce n'est pas la première fois que grand-père se tirait d'un mauvais pas grâce à son sang-froid. Un jour, vêtu à l'indienne, il faisait le coup de feu contre Custer avec les Sioux à Little Big Horn. Et voilà que, sa dernière balle tirée, il se trouve nez à nez avec un habit bleu qui, déjà, brandit son sabre. Grand-père ne se dégonfle pas et d'un geste vif sort de sa tunique un exemplaire du « Manifeste communiste », relié pleine peau, par prudence, de façon à lui donner l'allure d'une bible.

Il le brandit au-dessus de sa tête, et se met à déclamer d'une voix de stentor : « Ein Gespenst geht um in Europa », la seule phrase du « Manifeste » qu'il connait par cœur. Croyant avoir affaire à un missionnaire autrichien attaché à l'évangélisation des Indiens (ils sont nombreux dans les plaines), le sabreur baisse le bras. Erreur fatale car grand-père (qui a appris la savate dans les clubs blanquistes) l'étend d'un chassé-avant au plexus, puis l'égorge proprement avec son couteau de chasse cherokee.

Toutes les épisodes de la vie de grand-père ne furent

prend-il le western en route sur FR 3.

C'est au cours de ces longs séjours à l'ombre qu'il accumula la culture encyclopédique qui fait sa renommée qu'il apprit les 27 langues dont il a une maîtrise parfaite (on lui doit une traduction très précise de « la Guerre du Péloponnèse » en ourdou), qu'il écrivit ses meilleurs ouvrages (notamment le fameux « la Théorie du beau dans la pensée de Buonarrotti et de Mandel, étude comparative, traduit en 16 langues dont le quechua et le thaï), qu'il inventa le ping-pong intellectuel, qui se joue en 1000 points d'une cellule à l'autre et sans instruments, jeu que connaissait bien tous les prisonniers politiques du monde. C'est lui aussi, qui, emprisonné sous Metaxas dans l'île de Yaros, parodia la célèbre adresse de Staline aux communistes déportés (« Lis beaucoup, mange ta ration, range ta cellule ») en « Viens-y à ma place, Joseph, que ça ne soient pas toujours les mêmes », espièglerie qui lui valut d'être dénoncé au directeur de la colonie pénitentiaire par les détenus du PCG comme trotskyste et espion bulgare-turc.

« L'abnégation avec laquelle grand-père sut résister à ces épreuves force l'admiration. Sitôt sorti de prison, il se relançait à corps perdu dans l'action révolutionnaire au mépris du danger. Un jour de juillet 1909 qu'il roulait dans la roue de Lénine sur le boulevard Sébastopol (Vladimir Illitch fréquentait assidûment la Bibliothèque nationale où il annotait soigneusement « la Grande Logique » de Hegel, et grand-père aimait à l'accompagner pour feuilleter « l'Illustration »), la route leur fut

VACANCES ROUGES EN EUZKADI

Dates des séjours

Du 19 au 28 juillet

Du 1 au 10 août

Du 10 au 19 août

Du 19 au 28 août

Du 28 août au 6 septembre

PRIX D'UN SEJOUR

450F (250F d'acompte + 200F)

(3 repas/jour et hébergement)

Tous les problèmes financiers sérieux peuvent et doivent être discutés

Pour tous renseignements et

inscriptions : Ecrire au 10 impasse

Guéménée, Paris 75004 ou téléphonez

au 272.88.96 ou au 272.68.82

Une permanence est assurée

les lundi et vendredi soir

Le séjour du 19 au 28 juillet étant complet, les camarades désirant participer aux vacances rouges et qui n'ont pas encore retourné leurs inscriptions peuvent encore s'inscrire pour les séjours :

- du 1^{er} au 10 août ;
- du 10 au 19 août ;
- du 19 au 28 août ;
- du 28 août au 6 septembre.



gne de Mexico quelque temps après l'exécution du fantôme Maximilien, et Louise Michel dans un restaurant de brahmanne de Pondichery. Pas contrariant, Trepper le laissa dire et rapporta l'anecdote à un reporter de l'influent hebdomadaire belge « la Gauche », qui en fit les gorges chaudes en Occident.

« Parfois, c'est par pure malice, que grand-père aime à brouiller les pistes. C'est ainsi qu'il rapporta en 1971 à un journaliste de la « Far Eastern

Review » (propos repris quelques jours plus tard par « l'Osservatore Romano ») qu'un certain Frank Zappa avait monté une guérilla dans le nord-est de la Thaïlande avec le soutien logistique des Vietnamiens et l'appui moral du PC bolivien. Il fallut aussi que les Cubains que l'on avait accusés à tort de soutenir ce nouveau foyer de lutte armée publient un vigoureux démenti pour que l'affaire ne tourne pas à l'incident diplomatique. (Etc.)

Rédaction-administration :
2, rue Richard-Lenoir
93 108 Montreuil
Tél : 808.00.80 à 84
Télex : PRENO A 211.628 F
Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle)
Directeur de la publication :
Alain Bobbio
Numéro de la commission
paritaire :
46.722.
Imprimé par Rotographie
à Montreuil.

ABONNEZ-VOUS!

ABONNEMENT « ROUGE » VACANCES
BULLETIN D'ABONNEMENT
(envoyer le bulletin au service abonnement.)

TARIF : (encadrer le tarif choisi).

Chèques à l'ordre de « Rouge ».

Période	15 jours	1 mois	2 mois
France	30 F	56 F	80 F
Etranger	50 F	90 F	135 F

Nom :
Prénom :
Adresse :
Ville :
Code :
Période du au

Dans la plus pure tradition stalinienne

La presse soviétique amalgame les opposants et « l'espion » Filatov

Moscou, Kalouga, Vilnius : trois scènes pour le même rituel ; celui de la broyeuse stalinienne. Chtcharansky : 3 ans de prison, 10 ans de camp à régime sévère. Guinzbourg : 8 ans de camp à régime spécial.

Piatkus : 3 ans de prison et 7 ans de camp à régime sévère.

A tout seigneur tout honneur, la palme de la tartufferie revient au président US, Carter. « Nous sommes tous attristés par le fait qu'au XX^e siècle, une personne puisse être emprisonnée simplement pour avoir fait valoir ses droits légitimes », a-t-il déclaré avec des trémolos que cet acteur remarquable n'a jamais eu pour les crimes commis par l'impérialisme de par le vaste monde.

Les nouveaux défenseurs des droits de l'homme

Dans la foulée du président, le Sénat américain fait de la surenchère. Une proposition a été soumise, tendant à faire attribuer le prix Nobel de la paix aux dissidents soviétiques, et notamment à Guinzbourg et Chtcharansky (proposition qui a été immédiatement qualifiée de « provocation » par l'agence Tass, comme il se doit). L'idée n'est pas mauvaise en soi. Elle aurait cependant plus de force si l'ex-secrétaire d'Etat Kissinger, n'avait définitivement dévalué le titre.

Toujours dans les milieux américains, on évoque avec prudence l'hypothèse d'un « échange » entre les dissidents et des espions soviétiques détenus aux USA. Cette perspective est cependant assez généralement repoussée, puisqu'elle reviendrait à accrédi- ter l'accusation d'espionnage portée par le gouvernement soviétique contre les dissidents.

Les dirigeants israéliens ne sont pas non plus en mal d'indignation vertueuse. Le premier ministre Begin parle de « jugement barbare » et évoque l'affaire Dreyfus. Pour lui, Chtcharansky a seulement été condamné « parce que juif ». « Nous lutterons pour sa libération ainsi que pour celle de Guinzbourg, et de tous les prisonniers de Sion ». Arrangée manière de réduire

les choses, mais qui tire son profit de l'antisémitisme bien réel qui règne dans les procès. Manière que développe de manière encore plus cynique le ministre d'Etat Haïm Landau. « Ces condamnations ouvrent une nouvelle phase dans la lutte du peuple juif et de l'opinion publique du monde libre pour la libération de ces combattants héroïques ».

De leur côté, les « Neuf » du Marché commun se « consultent » en vue d'une éventuelle réaction aux condamnations. Mais, pour le moment, on ignore tout des modalités de cette aléatoire réaction.

Toutes ces déclarations, dont les médias font grand cas, ne sont proférées si haut que pour faire oublier bien des aspects peu reluisants de la politique couramment menée par leurs auteurs. Ni Carter, ni Begin, ni les « Neuf » (dont la RFA assure actuellement la présidence du Conseil des ministres) ne peuvent passer sans rire pour des tenants de la cause des droits de l'homme.

Préoccupation, réprobation

Mais les réactions aux procès ne se limitent pas là. Les organisations ouvrières, et en particulier les PC d'Europe occidentale, ont également pris position. Elles sont nuancées.

Pour « l'Unita », organe du PCI, « ces condamnations ne peuvent que se heurter à la protestation ferme et sans équivoque de tous ceux qui ont suivi avec une alarme croissante le déroulement de ces procès ». « Il n'est pas tolérable qu'il y ait des condamnations pour délit d'opinion ». « L'Unita » exprime donc sa préoccupation et sa réprobation devant ces procès » et souhaite que « pour des raisons humanitaires, l'exécution de la condamnation à mort de Filatov puisse être évitée ».

« Lourds verdicts à Moscou », titre de son côté « l'Humanité ». Qui commente : « Les condamnations

Pour chacun de ces hommes, l'énoncé du verdict est un assassinat à retardement. Pour Guinzbourg, membre du groupe moscovite de surveillance de l'application des accords d'Helsinki, qui n'a « tenu » devant le tribunal que soutenu par des piques, et que ses amis décrivent comme « à moitié mort ». Pour Chtcharanski aussi, âgé de trente ans : qui

infligées à Guinzbourg, à Piatkus et à Chtcharansky, pour délits d'opinion, ne peuvent qu'aggraver la tristesse et la réprobation déjà exprimée, dès l'ouverture de leurs procès ». De son côté, Jean Elleinstein a déclaré : « Je ne suis pas optimiste à court terme, mais je pense qu'il ne faut pas désespérer de l'évolution de l'Union soviétique ». Il a également souhaité que « la pression de l'opinion publique internationale se développe dans les années à venir, et qu'elle amène les dirigeants soviétiques à prendre des mesures qui permettent la libération des dissidents qui viennent d'être condamnés ».

Le Parti communiste espagnol, quant à lui, n'a jusqu'à présent pris aucune position sur les procès. Le Parti communiste portugais n'annonce qu'en quelques lignes la condamnation des dissidents soviétiques, sous le titre « Chtcharansky ; un espion soviétique condamné ».

Ainsi le PCP échappera à la vindicte de la « Pravda » qui, commentant la campagne de protestations contre les procès, écrit : « Les instigateurs de cette campagne ont exploité le procès de cet espion (il s'agit de Chtcharansky ; NDLR) pour semer l'animosité envers l'URSS. Ils pleurent de façon hypocrite sur le sort d'un criminel condamné. Or, il convient de leur rappeler qu'en défendant un espion et un traître, il se couvrent de la boue dans laquelle Chtcharansky s'est enlisé jusqu'au cou ». Un vocabulaire qui rappellera bien des choses à ceux qui n'ont pas attendu les « nouveaux philosophes » pour découvrir le Goulag. Et qui inquiétera tous ceux qui pensent et craignent que les bureaucrates soviétiques ne se contenteront pas de cette charrette de condamnés ; qu'ils vont maintenant tenter d'extirper jusqu'à la racine cette dissidence dont les leaders viennent d'être lourdement frappés, en traquant maintenant d'autres militants moins connus.

Jean-François Vilar

ignore à quel point la mort peut frapper vite dans l'enfer du Goulag ?

Partout, dans le monde, ces condamnations ont suscité — et susciteront sans doute encore dans les prochains jours — de vives protestations. Pas toutes exemptes d'arrière-pensées.



Leonid Shcharansky et sa femme avec la photo de Anatoly Shcharansky. (Photo AFP.)

Les aveux de « l'espion » Filatov

Anatoly N. Filatov, âgé de 38 ans, a été condamné à mort par le tribunal militaire suprême de l'URSS, devant lequel il comparait depuis le 10 juillet. Bien que son procès se soit ouvert le même jour que ceux de Chtcharansky, Guinzbourg et Piatkus, Filatov ne peut être compté au nombre des « dissidents ». Ces derniers ignoraient d'ailleurs son existence avant que commence son procès.

Filatov, au même titre que Chtcharansky, était accusé de trahison et d'espionnage. Contrairement aux autres accusés des différents procès qui se sont tenus simultanément, dans

la période du 10 au 14 juillet, il a plaidé coupable.

Son avocat a essentiellement plaidé les circonstances atténuantes, en faisant valoir « l'énergie » avec laquelle Filatov « avait contribué à la mise à jour du crime » dont il était accusé. A savoir : des contacts avec un agent d'un pays capitaliste non révélé.

Personne ne semble mettre en doute le bien-fondé de ces « aveux », bien arrangeants pour les dirigeants soviétiques, ravis de pouvoir user de l'amalgame. Ainsi, selon la « Pravda », on peut remarquer chez Filatov comme chez Chtcharansky « la même présomption excessive, la même ambition, la même

cupidité »... chanson connue.

Il est possible que Filatov ait eu des « contacts » avec des pays étrangers, voire même qu'il ait participé, sciemment ou non, à une entreprise d'espionnage. Il est possible aussi qu'il n'en soit rien. Il y a assez longtemps que nous savons ce que valent les « aveux » des accusés, lors des procès organisés par la bureaucratie soviétique.

Qui que soit Filatov, nous retiendrons seulement que son procès tombe à point. Qu'il s'est tenu à huis-clos. Et que la barbarie de la peine de mort existe encore dans ce pays qui se réclame du socialisme.

J.-F. V.

Conférence de presse de Sakharov

« Je suis heureux parce que je suis en paix avec ma conscience », a déclaré peu de temps avant l'énoncé de sa sentence Anatoly Chtcharansky. « Je serai condamné pour avoir aidé des gens. Je suis heureux parce que, par mon activité, j'ai connu des gens comme Sakharov, Orlov, Guinzbourg, qui sont l'honneur de l'intelligentsia russe ». Et Chtcharansky, en réponse à l'antisémitisme qui avait régné tout au long de son procès, a conclu en lançant : « Je m'adresse à Avital, mon épouse, et à mon peuple, le peuple juif et je leur crie : « L'an prochain à Jérusalem ! ».

« Je ne trouve pas de mots pour exprimer ma peine et mon indignation devant l'injustice et l'illégalité de ces procès », a déclaré de son côté l'académicien Andréi Sakharov, prix Nobel de la paix, un des derniers responsables du « groupe d'Helsinki » en liberté.

Sakharov a ensuite précisé, lors d'une conférence de presse tenue à son domicile : « Les réactions à ces procès dans le monde entier montrent que les autorités soviétiques ont reçu une condamnation universelle et ferme, et qu'il leur sera difficile d'ignorer ». Dans ce cadre, Sakharov a lancé un appel à

l'Occident, aux Nations unies, et à Amnesty International.

« Quelques mois après la fin de la conférence de Belgrade, a ajouté la femme de Sakharov, la persécution des membres du mouvement des droits de l'homme en URSS a atteint son point culminant ». Elle parlait au nom des « groupes d'Helsinki » de Moscou, de Lituanie et de Géorgie, et de la section soviétique d'Amnesty International.

Au cours de la même conférence de presse, le physicien Sergueï Polikanov, âgé de 51 ans et membre correspondant de l'Académie des sciences de l'URSS a annoncé qu'il rejoignait le « groupe d'Helsinki » de Moscou.

Les mathématiciens boycottent

Douze mathématiciens français, parmi lesquels Laurent Schwartz et Henri Cartan, membres de l'Institut, ont annoncé samedi leur décision de ne plus participer désormais aux congrès et colloques se tenant en URSS, ainsi qu'aux conférences organisées en France dans le cadre des accords franco-soviétiques », « en raison

des condamnations inacceptables du physicien Youri Orlov et du mathématicien Anatol Chtcharansky ».

Les signataires rappellent l'engagement pris en juin dernier par plus de 100 mathématiciens : « Je refuse désormais de participer à tout congrès scientifique ou un conférencier serait imposé par

les autorités de son pays en remplacement d'un conférencier invité par les organisateurs du congrès ».

Les deux textes circulent largement parmi les mathématiciens du monde entier. Il n'est pas inutile de rappeler ici le rôle joué par le comité des mathématiciens dans la libération de Léonid Pliouchtch.

Ouverture de l'Assemblée constituante péruvienne

DES DEPUTES RENTRENT D'EXIL

Les résultats officiels des élections péruviennes à la Constituante viennent d'être publiés ; les cent sièges de l'assemblée sont répartis ainsi : APRA (nationaliste, réformiste) 37 sièges ; Parti populaire chrétien (droite) 25 sièges ; FOCEP (Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire) 12 sièges ; Parti socialiste révolutionnaire (réformiste militaire) 6 sièges ; Parti communiste, 6 sièges ; Union démocratique populaire (extrême gauche) 4 sièges ; Union nationale (droite) 2 sièges ; Mouvement démocratique péruvien (droite) 2 sièges.

Rappelons que les analphabètes, plus du tiers de la population, n'avaient pas le droit de vote. Onze dirigeants politiques du FOCEP, de l'UDP et du PSR avaient été expulsés une vingtaine de jours avant les élections.

Cette entrevue avec trois dirigeants du FOCEP a été réalisée à Paris le 14 juillet, quelques heures avant que Hugo Blanco prenne l'avion pour le Pérou.

Manuel Scorza, auteur entre autres de « Redoublement de tambour pour Rancas » raconte dans ses livres la longue lutte des paysans péruviens. Cet écrivain a le rare privilège d'avoir vu ses personnages — avec leurs noms et prénoms — sauter de ses livres à la liste du FOCEP et à l'Assemblée constituante. Lui-même a été élu comme représentant du FOCEP.

Genaro Ledesma, président du FOCEP, avocat de syndicats ouvriers et paysans, dirige depuis 20 ans les grandes luttes du centre du Pérou. Il a été emprisonné à sept reprises. Ledesma comme Scorza est un militant indépendant.

Hugo Blanco, dont il est inutile de rappeler le passé militant, est membre du secrétariat unifié de la IV^e Internationale. Comme candidat du FOCEP, il a obtenu plus de 70 % des voix de ce front.



Hugo Blanco, Genaro Ledesma et Manuel Scorza.

Hugo Blanco : « Notre première exigence sera la réintégration des 6 000 dirigeants syndicaux licenciés après la grève générale du 19 juillet 1977 »

• Dans quelles conditions se fait votre retour au Pérou ?

Genaro Ledesma. — Le gouvernement militaire péruvien a reculé une fois de plus devant la pression des masses populaires ; il a autorisé les députés élus à la Constituante qui sont en exil à retourner au Pérou. Les masses célébreront cette nouvelle victoire, elle s'apprêtent à accueillir les déportés. Le FOCEP et les autres organisations de gauche ont préparé un formidable accueil qui n'est pas seulement une façon de manifester leur joie à notre retour, mais aussi l'expression d'une position révolutionnaire des masses péruviennes. Hugo Blanco sera accueilli dimanche à l'aéroport international de Lima.

J'aurais aimé être avec lui, comme c'était prévu avec lui et le camarade Manuel Scorza, mais jusqu'ici je n'ai pas pu obtenir l'argent pour payer le voyage. Car même si le gouvernement péruvien autorise les exilés à rentrer, il ne leur paye pas le billet de retour pour autant ! Comme tu le vois, ce retour a aussi des implications politiques. Et je me réjouis énormément de voir le camarade Hugo Blanco déjà sur le chemin du retour vers la rencontre avec les masses populaires du Pérou.

Hugo Blanco. — Le fait que Genaro Ledesma, président du FOCEP, qui est arrivé en troisième position aux élections, ne revienne pas aujourd'hui à cause du manque d'argent démontre clairement quel est le secteur du peuple péruvien que représente le

FOCEP. Naturellement, dès mon arrivée, je ferai tout mon possible pour engager un mouvement qui exige du gouvernement le retour des déportés. Si l'Assemblée constituante a la plus infime dignité, elle exigera cela du gouvernement, même si ce doit être sur ses fonds, elle paiera le retour de tous ses membres, qui ont été exilés illégalement.

Manuel Scorza. — Je crois que tout cela est extrêmement significatif : pendant la campagne électorale, chacun des « spots » publicitaires de télévision payés par l'APRA ou le PSR coûtait près de la moitié d'un billet ! Le FOCEP n'est pas seulement un mouvement qui représente les pauvres : il manque lui-même totalement de moyens écono-

miques. Je crois que c'est le seul mouvement en Amérique latine qui ait eu un résultat aussi important historiquement sans même posséder un local ! Telles sont les conditions dramatiques dans lesquelles s'est faite la campagne du FOCEP.

• Vous êtes en ce moment les protagonistes d'une situation inédite en Amérique latine. En tant que députés à l'Assemblée constituante, quelles seront les premières mesures que vous pensez proposer ?

Genaro Ledesma. — Je passe la parole à Hugo Blanco qui est le premier « torero » à entrer dans l'arène...

Hugo Blanco. — Je crois que le premier torero est déjà

dans l'arène : ce n'est pas moi, mais les camarades qui sont à Lima, et qui ont décidé de ne pas se présenter à la cérémonie d'ouverture de l'Assemblée constituante, où les députés doivent prêter serment, tant que ne seront pas présents les députés déportés. C'était déjà une façon de dénoncer cette mascarade organisée par le gouvernement. Nous allons exiger que l'Assemblée soit inaugurée dans des conditions démocratiques, ce qui signifie la liberté pour les prisonniers politiques, le retour immédiat de tous les déportés (et pas seulement de ceux qui ont été élus), la réintégration des 6 000 dirigeants syndicaux qui ont été licenciés pour avoir participé à la glorieuse grève générale du 19 juillet 1977.

Cette journée de grève honore le Pérou, autant que le déshonore celle du 18 juillet, jour d'ouverture de l'Assemblée constituante. C'est là qu'on voit deux manifestations de pouvoir au Pérou : la mascarade du 18 juillet, c'est la manifestation du pouvoir de la bourgeoisie, mais c'est aussi une farce, parce qu'elle n'a pas de pouvoir réel : le vrai pouvoir c'est celui des tanks. En face, il y a le 19 juillet de l'année dernière qui montre le pouvoir des masses et préfigure le futur pouvoir du Pérou. Un pouvoir qui est en train de naître face à l'autre qui est en train de mourir. Nous exigerons aussi la suppression d'un décret qui impose une période probatoire de trois ans à l'ouvrier en laissant tout pouvoir au patron pour le licencié n'importe quand. Il y a une autre question immédiate : l'éducation. Aujourd'hui, les écoles ne fonctionnent pas parce que les professeurs soumis à la faim et à la misère se sont mis à protester avec l'appui des élèves, des parents et de la grande majorité du peuple péruvien.

Il serait pour le moins paradoxal que cette Assemblée que les analphabètes n'ont pas eu le droit d'élire honore aujourd'hui les promoteurs de l'anticulture. Voilà quelle sera notre attitude pendant l'existence de l'Assemblée constituante (théoriquement un an) : renforcer les véritables luttes, la véritable histoire qui ne se fait pas à l'Assemblée, mais dans les rues, dans les usines, dans les quartiers et à la campagne. Nous avons présenté un projet de constitution socialiste, mais la défense de ce projet consistera surtout à appuyer la lutte des masses, à soutenir le développement de ce pouvoir naissant dans la lutte pour un gouvernement des travailleurs, seule manière de construire le socialisme.

Genaro Ledesma. — Oui, le FOCEP devra commencer par solliciter les mesures les plus immédiates qui permettent au peuple péruvien d'avoir les libertés élémentaires qui lui sont aujourd'hui refusées. Fondamentalement, notre rôle est d'appuyer les luttes du prolétariat, qui peuvent se concrétiser par la réintégration des travailleurs licenciés et l'annulation de la loi dite « de stabilité du travail ». Aujourd'hui, la classe ouvrière doit faire face à une agression capitaliste sans précédent. Une de nos premières préoccupations sera de balayer cette loi du gouvernement militaire. Ensuite, plutôt que de perdre notre temps à discuter avec la droite sur tel ou tel article, nous appuierons le peuple dans toutes ses manifestations et dans toutes ses luttes. Car le FOCEP, qui a obtenu le soutien de la majorité du peuple, doit être à la tête de ses luttes. C'est ainsi que s'écrira dès aujourd'hui une nouvelle page de la montée des luttes populaires.

Interview recueillie par Marcelo Zugadi

Niiyama Yukio, notre camarade

Niiyama Yukio, militant de la Ligue communiste révolutionnaire du Japon, est mort le 15 juin dernier des suites des blessures subies lors des combats avec les forces de police en mars dernier à l'aéroport de Narita. Nous publions aujourd'hui cette nouvelle qui nous est parvenue avec beaucoup de retard.



Niiyama Yukio était âgé de 24 ans. Membre de la LCR japonaise depuis 1975, il se consacra à la lutte des paysans de Sanrizuka contre la construction de l'aéroport à partir de 1977. Il s'engagea dans la force des volontaires qui bâtirent cette tour fortifiée de béton armé qui servit à

piéger les policiers lors de l'assaut donné à la tour de contrôle le 26 mars dernier. C'est au cours de cette opération que Yukio fut brûlé et ensuite battu par les flics.

Utilisant un camion spécialement blindé, un groupe de plusieurs centaines de militants enfonça des barrages pour forcer son chemin vers la tour de contrôle. Niiyama et d'autres dans le camion furent pris dans les flammes. Leurs habits prirent feu et ils continuèrent à forcer leur chemin, mais les flics, qui avaient l'avantage du nombre les mirent à terre. Là, ils furent battus à coup de pied, de matraque, et avec le bord des boucliers métalliques. Leurs vêtements continuaient à se

consumer. Après avoir perdu connaissance, ils furent attachés et traînés dans une pièce de la tour de contrôle. Quatre heures après, sur la demande insistante d'autres personnes arrêtées et maintenues dans le même local, les flics acceptèrent que des soins leur soient donnés.

Ils furent emmenés d'urgence dans un hôpital par des docteurs de la Ligue d'opposition. Là, des médecins de l'hôpital déclarèrent qu'il était inutile de soigner Niiyama Yukio, que son état était désespéré. Devant cette indifférence, les médecins de la Ligue d'opposition de Sanrizuka emmenèrent Niiyama Yukio dans un autre hôpital. C'était six heures après son arrestation. Il survécut 80 jours. Un traitement immédiat lui aurait permis de survivre, ont déclaré les médecins traitants.

Durant toutes ces journées, il reçut le soutien des siens,

de ses camarades, des membres de la Ligue d'opposition paysanne. Des reporters de la presse se sont déplacés pour l'interviewer.

Lors des funérailles organisées par la Ligue d'opposition, la police dépêcha 500 hommes pour encercler la cérémonie afin d'exiger que le corps de Niiyama Yukio lui soit remis comme « preuve ». Tous ceux présents à cette cérémonie firent front et la police en resta là.

Niiyama Yukio n'est pas le seul victime de la lutte contre cet aéroport, Higashiyama a trouvé la mort dans ces combats. Des centaines d'autres furent blessés, arrêtés et maltraités.

Un rassemblement à la mémoire de Niiyama Yukio s'est tenu à Sanrizuka le 1^{er} juillet qui fut suivi le lendemain par une manifestation contre la construction et l'ouverture de cet aéroport.

Salariés français et stagiaires Immigrés de l'AEE côte à côte

Judi prochain, les salariés de l'Association pour l'enseignement des étrangers (AEE), le principal organisme de formation pour les travailleurs immigrés, manifesteront dans les rues de Paris. Depuis le 6 juillet, date à laquelle le conseil d'administration du Fonds d'action sociale (FAS) a refusé de voter les crédits qui constituent l'essentiel du budget de l'AEE, cette association, qui assurait plus de 50 % des actions d'alphabétisation, est de fait, en état de liquidation. Les 900 salariés entendent bien s'y opposer. Aidés, sans doute, par bon nombre de stagiaires immigrés.

La manifestation du 20 juillet, à laquelle appelle les syndicats CGT et CFDT, est prévue devant le siège du FAS, à l'heure où se tiendra un conseil d'administration. Manière de montrer que les travailleurs ne se trompent pas sur l'origine du coup qui les frappe.

C'est bien le gouvernement, les ministres Stoléro et Boulin qui ont décidé la liquidation. « Une mesure, disent les syndicats, qui ne fait que s'inscrire dans le processus déclenché par les pouvoirs publics pour renvoyer dans leur pays d'origine au moins 1 000 000 de travailleurs étrangers. »

Car il est évident, pour tous les formateurs et les formatrices, que l'AEE n'est pas seule en jeu. La compétence de l'organisme, qui assurait, de loin, la majeure partie de la politique de formation des immigrés était, en effet, largement reconnue, même si les moyens n'étaient pas à la hauteur des intentions. Pour la petite histoire, les salariés rapportent même cette récente visite d'Anne-Aymone Giscard d'Estaing dans un cours dispensé par une formatrice de l'AEE au centre social de la Chancellerie de Bourges. Favorablement « impressionnée », madame la présidente a vigoureusement engagé la formatrice à poursuivre avec ardeur ce « remarquable travail ». Madame la présidente n'était pas au courant du fait

que les commis de son époux venaient justement de décider d'interrompre définitivement ledit travail...

Malgré cette compétence, on liquide. C'est donc qu'en fait, on veut, au-delà de l'AEE, amorcer la suppression quasi-totale d'une véritable formation et priver ainsi d'un de leurs droits essentiels quelque 30 000 immigrés postulants.

Ceux-ci ont apparemment vite compris le plan ministériel. Car, ils étaient plus de deux cents, sur les quatre cents stagiaires que compte actuellement les centres de la région parisienne, à se réunir, la semaine dernière, à la bourse du travail de Saint-Denis, à l'appel des unions locales CGT et CFDT. Ils ont unanimement voté une motion condamnant la décision gouvernementale, exigeant le « respect de leur droit à la formation et la continuité de leur plan de formation ». Mais, ils ont aussi réclamé « la garantie de l'emploi des salariés de l'AEE », car « notre lutte est liée à leur ».

Pour matérialiser leur volonté, les stagiaires immigrés participeront à la manifestation du 20 juillet. « Travailleurs français-immigrés, une seule classe ouvrière » était déjà le mot d'ordre principal des grévistes de la Sonacotra. Il pourrait bien devenir celui de la bataille pour la survie de l'AEE.

Eric Euvives

334 licenciements à Manufrance La grande dame au secours de la vieille dame

Après quinze jours de négociations, les syndicats CGT, FO, UGICT et CGC de Manufrance ont finalement signé le protocole d'accord entérinant à quelques détails près le plan de redressement élaboré par le nouveau P-DG de l'entreprise, Gadot-Clet. Seule la CFDT s'est refusée à cautionner un tel plan et a quitté, le 12 juillet, la table des négociations. Bilan : 334 licenciements.

Le personnel a également consulté et approuvé ce plan : 880 bulletins lui ont été favorables et 196 l'ont refusé. Le personnel qui travaille dans les succursales de vente, là où les licenciements sont les plus massifs, n'a pas été consulté, « faute de temps »...

Voilà un genre de référendum qu'il vaudrait mieux ne pas faire jurisprudence. S'il

n'y a jamais eu de lutte vraiment résolue contre les licenciements à Manufrance, les syndicats, et notamment la CGT, auraient pu s'abstenir de cautionner de telles mesures. Cautionner, car il y a fort à parier que cette consultation était de pure forme. Mais il n'empêche que ce type de politique contractuelle ne déplaira pas au patronat.

Par ailleurs, il n'est pas impossible que des discussions assez fermes aient lieu au sein du PC stéphanois. Il est en effet difficile de se proclamer le parti de la révolution et de participer à la mise en chômage de 334 travailleurs. Côté CGT, il n'est pas non plus exclu qu'on en reparle. La « grande dame » s'est portée au secours de la « vieille dame » au risque de se faire... cataloguer.

Radio 95 communique

Radio-95 émettra pour la quatrième fois à 19 h, mercredi 19 juillet sur 104 Mhz.

Au programme : un regroupement d'informations sur les activités locales et nationales pendant l'été (rassemblements, fêtes, initiatives,

journaux, concerts, etc.) ; une mise au point sur la situation des radios libres aujourd'hui ; la lutte des travailleurs de la Sonacotra et enfin une présentation d'un groupe de musiciens locaux.

Plages polluées, campings bondés

• Des CRS évacuent une plage à Saint-Raphaël



Après les CRS maîtres nageurs, voici le temps des CRS antipollution ! Non contents d'être parqués, entassés dans des conditions sanitaires douteuses, les vacanciers sont maintenant chassés des plages par un singulier retournement : c'est eux, victimes au premier chef de la pollution des plages, qui sont agressés et chassés par la police.

Ce n'est pas la première fois qu'une intervention policière de ce type a lieu : le 24 janvier 1977, le camping de la Toison-d'Or à Ramatuelle (Var), envahi par ses propres égouts, fut fermé et évacué au petit jour par les CRS (1). Ses campeurs revinrent à nouveau : ceux qui ne peuvent goûter aux eaux pures des vacances tropicales, ou prendre leur « semaine de soleil en hiver » vont-ils être rendus

responsables de la situation des plages ? Va-t-on, après les avoir incités abondamment à venir au bord de la Méditerranée, les envoyer ailleurs ?

La situation aujourd'hui sur la « côte », c'est une asphyxie dont les causes sont les déversements industriels, des égouts, des campings. C'est 15 % seulement des eaux qui sont « traitées » dans des stations d'épuration en Provence.

Souvent, cette épuration est rapide, pas assez poussée pour être efficace... ce qui n'empêche pas les grosses entreprises constructrices de stations d'épuration comme Dégremont, de faire de beaux profits.

Les plages de l'Estérel, où se trouve Saint-Raphaël, ne sont pourtant pas de celles où la pollution est la pire : rien à

voir avec la peste de Marseille ou de Fos, ni même avec les calanques de Cassis. A Marseille et à Fos, les « boues industrielles » créent une situation alarmante (en particulier les déversements de mercure). Dans les calanques de Cassis ce sont 4 000 tonnes par jour de saletés qui tuent la vie marine. Sans compter rejets pétroliers, détergents, rejets chimiques de toutes sortes.

En été cette situation est aggravée par l'entassement. La population est multipliée par quatre ou cinq : le collecteur saturé à Saint-Raphaël, dessert le quartier d'Agay ; Habituellement habité par 5 000 personnes, il en compte en ce moment entre 50 000 et 60 000. Cette situation fut dénoncée pour la première fois par l'UFC en avril 1970 dans

une enquête qui fit scandale mais qui ne reprenait pourtant que les chiffres d'une étude officielle du CERBOM (Centre d'études et de recherches de biologie et d'océanographie médicale). En 1976, lorsque « Que choisir » voulut publier un nouvel état des plages, on refusa de lui communiquer les chiffres officiels. Mais le gouvernement publiait « préventivement » ses propres chiffres, qui étaient en même temps un aveu. Depuis, il ne nie pas qu'il existe une situation grave, mais proteste contre ceux qui « dramatisent ».

Madeleine Verdi

- Marie-Josée Jaubert : « La Mer assassinée » (Alain Moreau).
- Claude-Marie Vadrot : « Mort de la Méditerranée ».
- « Le Guide de la France polluée » (guides Fayolle).

Thèse officielle : Lin s'est suicidé

Suicide, disent les flics. Assassinat, persistent à affirmer les militants de Poble d'Oc, qui font état de nombreuses contradictions. La vérité sur la mort par noyade de Jean-Louis Lin, responsable du mouvement autonomiste occitan Poble d'Oc, n'est toujours pas connue. Le sera-t-

Suicidé, Jean-Louis Lin, 28 ans ? Il n'y a aujourd'hui que les enquêteurs pour avancer cette hypothèse. Les proches de Lin, eux, la démentent pour un ensemble de raisons qui ne sont, certes, pas des preuves matérielles, mais constituent un ensemble convaincant.

Le fait, par exemple, que Jean-Louis Lin était un excellent nageur et qu'il est, pour le moins, paradoxal qu'il ait choisi, entre toutes, la mort par noyade. Le fait aussi que Jean-Louis n'ait laissé aucun indice, aucune explication de son geste éventuel, qu'il ne se soit même pas débarrassé de la clé de la consigne où il avait laissé brochures et documents. Le fait surtout que sa compagne confirme qu'il n'était pas le moins du monde dépressif avant sa disparition. « Au contraire, affirme-t-elle. Ni sur le plan personnel, ni sur

le plan politique, il n'avait d'inquiétudes. Plutôt, beaucoup d'espoirs. »

Voilà qui ne dessine pas le portrait d'un candidat au suicide.

Mais la police, elle-même, qui, d'après ses communiqués, penche pour la thèse du suicide, se conduit bizarrement. Comment expliquer, en effet, qu'après avoir affirmé le mercredi à midi que le crime semblait exclu, elle continue, mercredi dans la journée et jeudi, à délivrer convocations sur convocations à des proches de Jean-Louis Lin et se livre à des perquisitions illégales ?

Entre mercredi et jeudi, l'amie de Jean-Louis Lin aura été convoquée trois fois au siège de la brigade criminelle, quai des Orfèvres. Le jeudi, la séance d'interrogatoire a duré de 10 h à 18 h. Sur des ques-

elle jamais quand, déjà, une semaine à peine après la découverte du corps, la brigade criminelle, qui a été chargée de la suite de l'enquête, fait savoir qu'il « sera très difficile de l'établir, faute de témoignages », mais que « le suicide semble plus probable » ?

tions d'ordre très général, du genre : « Que pensez-vous du terrorisme ? » ou : « Les barbouzes, c'est quoi pour vous ? ». Mais aussi des questions insistantes sur l'état de Jean-Louis Lin. « Ils voulaient visiblement me faire dire qu'il n'allait pas bien, qu'il était dépressif ». Ça collerait mieux avec la thèse officielle ?

Le même jour, un militant parisien de Poble d'Oc était perquisitionné sans mandat à 8 h du matin, puis embarqué pour être, à son tour, questionné. « Pourquoi ces filatures, convocations, recherches, perquisitions s'il s'agit d'un suicide ? » interroge Poble d'Oc dans un communiqué.

Le même communiqué dément par ailleurs l'appartenance, dans le passé, de la victime à un ou des mouvements d'extrême droite, ainsi

que le fait que Poble d'Oc ait pu abriter des responsables d'extrême droite. Une dernière obscurité dans une affaire qui en comporte décidément beaucoup. Selon certaines sources, une partie non publiée du rapport d'autopsie rendu public mercredi dernier ferait remonter la « mort par immersion » — terme officiel — au lundi 3 juillet, le cadavre ayant séjourné à peu près une semaine dans l'eau. Or, des amis de Jean-Louis Lin affirment qu'il était probablement encore vivant le 5 juillet, puisqu'ils ont retrouvé dans un appartement que seul celui-ci fréquentait des journaux portant cette date ainsi qu'une lettre, ouverte, qui avait été personnellement adressée à Lin et postée le 3 juillet au soir, en Bretagne...

Eric Euvives

AFRIQUE

Le 11 novembre 1965, Ian Smith, Premier ministre de la Rhodésie du Sud — territoire ayant statut de colonie britannique depuis 1923 — déclarait unilatéralement l'indépendance. Quelques jours après, le député travailliste, Michael Foost, déclarait à la Chambre des Communes : « Si dans six mois ou un an, M. Smith et son gouvernement illégal sont toujours au pouvoir en Rhodésie, piétinant dans leur Etat policier les 4 millions d'Africains, notre pays aura souffert la plus humiliante des défaites de toute son histoire, une défaite portant atteinte pour toujours à notre réputation dans toute l'Afrique. Ça en sera fini de notre autorité morale à travers le monde entier (1). »

Force est de constater que ce n'est point ni six mois ni un an, mais plus de 12 années que Smith et son gouvernement ont gardé le pouvoir en Rhodésie, ne cessant de piétiner, d'opprimer, dans un Etat policier, près de 6 millions d'Africains, et cela pour que la petite minorité blanche des quelque 250 000 colons maintienne son « niveau de vie civilisée ».

Certes, l'Angleterre, humiliée d'être tenue en échec par cette « poignée de cow-boys » (à peine l'équivalent d'un petit faubourg de Londres) s'est efforcée de mettre fin à cette rébellion. Se refusant à employer la force armée (ces rebelles étaient des citoyens britanniques, on ne se bat pas entre gentlemen!), elle se contenta de faire voter aux Nations unies des sanctions économiques contre le régime rebelle — et d'engager avec ce dernier des négociations pour obtenir de lui un gentleman agreement; sans que les Africains aient leur mot à dire.

Après plus de cinq années de pourparlers entre le gouvernement britannique et le gouvernement illégal présidé par le « rebelle » Smith — qui, au fil des années, était devenu aux yeux des Britanniques l'honorable M. Smith — un projet d'accord anglo-rhodésien était signé à Salisbury en novembre 1971 par Smith et Alec Douglas Home, alors ministre britannique des Affaires étrangères. Par cet accord, l'Angleterre acceptait d'accorder l'indépendance à sa colonie — sans modifier sensiblement sa Constitution (selon laquelle près de 90 % d'Africains ne bénéficiaient pas du droit de vote), mais elle exigeait, pour pouvoir le faire ratifier par le Parlement britannique que l'ensemble de la population rhodésienne l'approuve. Smith refusa l'organisation d'un référendum mais accepta la venue en Rhodésie d'une commission d'enquête (la commission Pearce), qui, circulant sous pavillon britannique, serait chargée de faire un sondage d'opinion. Les Africains, qui,

pour la première fois dans l'histoire de la colonie, purent exprimer librement leurs sentiments, répondirent à la quasi-unanimité un non à cet accord « conclu entre Blancs et qui ne visait qu'à maintenir le privilège des Blancs ».

Ce « non » retentissant du peuple du Zimbabwe unanime redonna courage aux mouvements de libération, la ZANU et la ZAPU et fut le signal d'une nouvelle intensification de la guérilla, à partir des camps d'entraînement des guérilleros situés alors en Zambie. Cette recrudescence de la guérilla eut un effet attendu : le rapprochement de Vorster, Premier ministre de l'Afrique du Sud, champion de la politique d'apartheid, et de Kaunda, Premier ministre de la Zambie, champion, lui, de l'égalité raciale. Tous deux, inquiets des conséquences économiques de cette guerre, conjuguèrent leurs efforts pour amener à la même table de conférence les représentants des Blancs et des Africains.

L'ami Vorster

Vorster fit pression sur son « ami » Smith pour qu'il libère quelques-uns des dirigeants nationalistes emprisonnés depuis les années 1960 et qu'il accepte le principe d'un dialogue avec les représentants des mouvements de libération. De son côté, Kaunda obtint des leaders nationalistes de la ZANU et de la ZAPU, Sitholé et Nkomo, qu'ils acceptent de former, face à Smith, un front uni, présidé par l'évêque Abel Muzorewa, leader de l'ANC. Grâce à ces pressions, le 25 août 1975, dans un wagon de luxe des chemins de fer sud-africains, immobilisés sur le pont enjambant le Zambèze à Victoria Falls, se trouvèrent réunis autour d'une même table l'évêque A. Muzorewa, ayant à ses côtés Nkomo et Sitholé, face à Smith et sa délégation. Ce fut un dialogue de sourds.

L'intransigence de Smith

rendit vains les efforts de Vorster et Kaunda pour obtenir une solution négociée. Dans les mois qui suivirent, Nkomo, rentré en Rhodésie et ayant évincé, avec l'aide de Smith, Muzorewa de la présidence de l'ANC, accepterait de poursuivre le dialogue avec Smith, tandis que les leaders de la ZANU, bénéficiant depuis la victoire du Frelimo de bases au Mozambique, op-

constat d'échec, dû à l'intransigence de Smith et à la passivité du délégué britannique se contentant de jouer le rôle « d'arbitre » entre les parties en présence.

Record de la honte

Avec l'arrivée de Carter à la Maison blanche, au début de 1977, les Etats-Unis, soucieux

démis de ses fonctions de leader de la ZANU.

Ce règlement interne, bien qu'il accorde, en principe, le droit de vote à tous les Africains, ne permet pas en pratique un transfert réel du pouvoir de la minorité blanche à un gouvernement régulièrement élu par la majorité noire (2). De plus, il empêche, pour une période d'au moins 10 ans, toute réforme de struc-

Moins de quatre mois après la signature de l'accord interne, Smith lui-même est obligé d'avouer son échec. « Nous n'avons pas obtenu ce que nous espérons », déclarait-il le 16 juin dernier dans une interview (il espérait et la reconnaissance de son indépendance et la levée des sanctions). La situation militaire et économique devient de plus en plus intenable, il demande aux Américains et aux Anglais de venir à son secours. Ces derniers seraient désireux d'amener à la même table des négociations et les représentants du Front patriotique et les représentants africains du gouvernement de transition mis en place par Smith. Mais ce sont ces derniers qui opposent un « non » catégorique. Aussi après l'intervention occidentale au Shaba, on ne peut pas ne pas redouter de voir les puissances occidentales intervenir en Rhodésie, non pour permettre à la majorité africaine d'exercer réellement le pouvoir, mais pour soutenir les marionnettes africaines — Chirau, Muzorewa et Sitholé — mises en place par Smith, prêt, lui à « quitter le pouvoir » pour que les Occidentaux puissent sauver un « Etat africain » dans lequel les Blancs conservent tous leurs privilèges.

Pour le peuple du Zimbabwe, la lutte armée continue. Il sait bien que « Kutanga Nhamo, Ruagre ru-chaya » (proverbe shona), « la paix s'enfante dans la souffrance ». L'heure des négociations apparaît dépassée. Vient l'heure de la capitulation sans condition du régime Smith. Les peuples d'Occident, en particulier le peuple de France, peuvent la hâter en s'opposant à toute intervention militaire de leurs gouvernements, à visée dite « humanitaire » ou « stabilisatrice », en exigeant le respect des sanctions économiques, en particulier que la route du pétrole alimentant la Rhodésie soit effectivement coupée.

R. Pichon
du comité Zimbabwe

De la Rhodésie au Zimbabwe ou « des armes de la parole à la parole des armes »



taient pour l'intensification de la lutte armée.

Pressés par les Américains (inquiets de la tournure des événements en Angola) les Anglais acceptèrent de prendre le relais de Vorster et Kaunda, et de convoquer une nouvelle fois à la même table les représentants du régime Smith et ceux des mouvements de libération. Ce fut la conférence de Genève, où, face à Smith, se trouvaient juxtaposés : la délégation du Front patriotique (ce front réunissant la ZANU et la ZAPU s'était constitué quelques semaines plus tôt, à l'initiative de R. Mugabe, le nouveau leader de la ZANU), la délégation de l'ANC d'Abel Muzorewa et Sitholé avec quelques-uns de ses amis, invité personnel de la Grande-Bretagne. Cette conférence, ouverte fin octobre 1976, se termina janvier 1977 sur un

avant tout de préserver l'Afrique australe de l'influence soviétique, prirent l'initiative, début décembre 1977, d'engager des négociations directes avec les leaders africains « modérés », en vue d'obtenir d'eux qu'ils signent un « règlement interne », soigneusement préparé par lui.

Sa tentative fut couronnée de succès : le 3 mars 1978, à Salisbury, ce « règlement interne » était signé par lui, représentants les Blancs et par trois chefs africains modérés : le chef Chirau, chef de la ZUPU (Organisation du peuple uni de Zimbabwe, formée à l'instigation de Smith lui-même et financée par lui), l'évêque Abel Muzorewa, chef de l'UNAC (Conseil national africain uni) et le révérend N. Sitholé, chef de l'ANCS (Conseil national africain Sitholé), parti qu'il créa lorsqu'il fut

ture dans le domaine de l'économie ; il permet en particulier aux quelque 6 000 fermiers blancs de rester propriétaires de plus de 70 % des terres cultivables de la Rhodésie (3). Il laisse en outre le pouvoir judiciaire et le pouvoir militaire (armée et police) sous le contrôle des Blancs.

Privilèges blancs

Qualifié « d'accord de la honte » par le Front patriotique qui l'a immédiatement rejeté, ce règlement interne a été également condamné tant par l'OUA que par le conseil de sécurité (le 14 mars 1978); lors du vote au Conseil de sécurité, il est à noter que la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la RFA et le Canada se sont abstenus.

Le jeudi 13 juillet s'ouvraient les Jeux africains à Alger sous le signe de la « solidarité africaine ». Ainsi, au moment où les peuples d'Afrique sont massacrés par les puissances impérialistes et leurs hommes de main africains, Boumedienne, le champion du « socialisme arabo-islamique », répond par l'organisation des Jeux de la solidarité africaine.

Du nord au sud, l'Afrique est aujourd'hui le terrain des agressions impérialistes :

— le Sahara occidental où le peuple sahraoui, coincé entre trois valets serviles de l'impérialisme français — Senghor, Ould Dadah et Hassan II — se bat pour la reconnaissance de ses droits à l'autodétermination ;

— les interventions militaires françaises au Tchad pour appuyer le régime réactionnaire et chancelant de N'Djamena et participer à l'étouffement de la résistance populaire ;

— l'Erythrée, où un peuple

combat pour son indépendance depuis dix-sept ans, est abandonnée au bénéfice de son agresseur éthiopien par les Soviétiques : les troupes russes et cubaines, après une alliance stratégique éphémère avec la résistance érythréenne, combattent actuellement aux côtés des troupes éthiopiennes ;

— le Zaïre, où l'impérialisme français évoque des raisons « humanitaires » pour envoyer ses légionnaires participer au replâtrage du régime de sa marionnette Mobutu ;

— la corne sud de l'Afri-

que, où le peuple noir subit une répression de plus en plus sanglante, orchestrée par Londres et Washington et conduite par les régimes racistes de Smith et Vorster.

A toutes ces agressions s'ajoute la famine qui sévit dans différentes régions d'Afrique et particulièrement au Sahel où « l'aide alimentaire » accordée par les pilleurs-bienfaiteurs impérialistes ne peut cacher la malnutrition qui décime les populations.

Les Jeux africains et cette mascarade de « solidarité africaine » ne peuvent nous tromper sur la véritable politique de l'Etat algérien qui accueillera des délégations marocaine, sénégalaise, tchadienne, gambienne, centre-africaine... sportives représentant des Etats parmi les plus réactionnaires du continent africain.

La trêve sportive derrière laquelle se cache cette manifestation ne peut voiler les

ment. Ils ne peuvent nous cacher les visées répressives de la Charte algérienne qui in-

est de combattre l'agresseur impérialiste.

Nous dénonçons cette manifestation dont le but est d'accroître l'emprise de l'Etat « socialiste-islamique » sur le peuple algérien.

Nous réclamons la libération de tous les prisonniers politiques, le rétablissement de toutes les libertés politiques et syndicales non reconnues par la Charte de Boumedienne, ainsi que l'abolition de toutes les lois islamiques maintenant la femme algérienne dans une situation d'esclavage.

Collectif sport, impérialisme et répression. Des militantes et militants du COBA, partie prenante du projet de constitution du COSIR (Collectif sport, impérialisme et répression)

Les jeux africains à Alger

véritables intentions de l'Etat algérien : maintenir l'Afrique sous la botte de l'impérialisme en recevant les représentants, les valets de Giscard, Schmidt, Carter...

Ces Jeux ne peuvent nous cacher la répression silencieuse pratiquée par Boumedienne en maintenant en détention des prisonniers politiques depuis « le redressement révolutionnaire », arbitraire-

terdit à la classe ouvrière de se donner des organisations indépendantes de l'appareil d'Etat, qui maintient les femmes dans une situation de tutelle, leur déniait le droit à l'autodétermination.

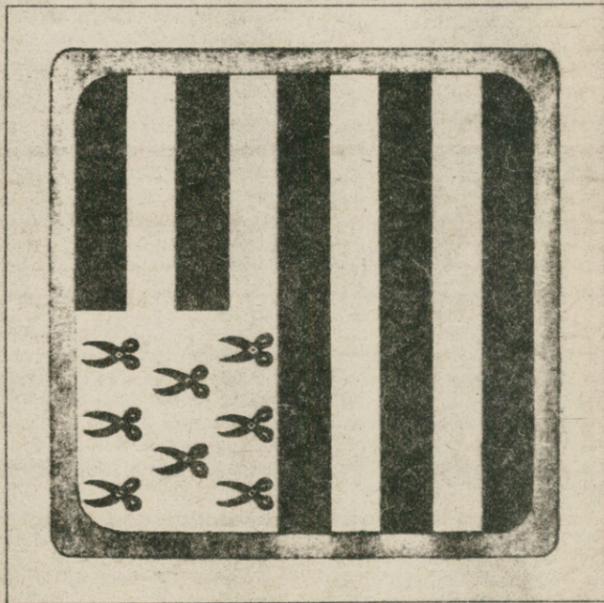
Nous dénonçons cette mascarade placée sous le slogan mystificateur de la solidarité africaine alors que la véritable solidarité aujourd'hui

vivre et travailler au pays

ENTENDEZ-VOUS DANS LA BRETAGNE ?



Pour n'entendre des revendications bretonnes que l'écho des récents attentats du FLB, le pouvoir est décidément bien sourd. Pour ne voir dans les 30 militants autonomistes emprisonnés que des « exaltés », le pouvoir est aveugle. Mais, sourd et aveugle à la condition de la culture bretonne et à celle des travailleurs bretons, l'Etat bourgeois français n'en continue pas moins à organiser chômage, licenciements et militarisation en Bretagne. Il y a la Bretagne des galettes de Pont-Aven, de Bécassine, de la publicité pour les artichauts, des pardons et des « fest noz » pour touristes. Il y a aussi une autre Bretagne à laquelle le pouvoir porte gravement atteinte : « atteinte à l'intégrité » de sa langue, de sa culture et de son peuple. Aujourd'hui s'ouvre devant la Cour de sûreté de l'Etat français le procès de 8 militants du FLB, arrêtés en février 1978, pour différents attentats dans les Côtes-du-Nord. Procès du FLB ? Ou procès du capitalisme français ? Voilà quelques pièces au dossier.



Il est monté à Paris, comme, chaque année, des milliers de jeunes Bretons. Cette dangereuse citation, qui bien mieux que de savantes statistiques dit la détresse d'un déracinement, n'est pas tirée d'un brûlot du mouvement autonomiste. Non. Son auteur n'est autre que le commissaire Le Taillanter, chef du SRPJ de Rennes et responsable de l'arrestation des 30 militants du FLB, qui se sent, dans son premier roman « Paris-sur-crime », une vocation d'écrivain de polar.

n'a pas été sans provoquer une réaction de la part de la classe ouvrière. 1978 aura été une année de lutte sociales importantes en Bretagne. Outre les conflits « traditionnels » contre les liquidations d'entreprises et les licenciements (Imprimerie cornouaillaise à Quimper, chantiers navals de Dubigeon à Nantes),

*Politikourion arc'hantourion poliserion
ha mirout a refont ouzhimp da vevan ?
Brezhih betek pegoulz
ech' antimp-ni d'al lastez ha d'ar marv ?*

Paul Keineg

Politiciens, financiers et policiers nous empêcheront-ils de vivre ? Bretons, jusqu'à quand accepterons-nous les ordures et la mort ?

*Met evidomp ha da viken
Ne vo eno met ur vieunienn :
Nemet ar vieunenn dixanet
Diouz gwad hor breur yaouank lazhet.*

Youenn Gwernig

Mais quant à nous et pour toujours
Nous n'y verrons qu'une seule fleur :
Cette fleur-là éclore
Du sang de notre jeune frère assassiné.

d'autres secteurs sont entrés en lutte : les hospitaliers de Brest et de toute la Bretagne et surtout les arsenaux de Brest et Lorient, premiers à démarrer dans la grève, derniers à reprendre...

Et si cette combativité ouvrière ne s'est pas traduite sur le plan des urnes en balayant les notables réactionnaires, la raison, là comme ailleurs et peut-être là plus qu'ailleurs (nationalisation de l'école libre ou pas ?), est due à la division du PC et du PS. 1978 aura aussi vu la mobilisation contre la marée noire et les manifestations de Brest, plus importantes qu'en 1968,

auxquelles le pouvoir répliqua par les CRS et l'utilisation de grenades offensives dans les rues de la ville.

Mais la situation faite à la Bretagne par le capitalisme français n'est pas seulement dramatique, pour l'économie bretonne, elle l'est aussi pour la santé des travailleurs bretons. La Bretagne souffre d'une sous-médicalisation grave, à part les CHU de Brest, Nantes et Rennes qui sont loin de servir tous les besoins de la population bretonne. On compte également en Bretagne 10 000 « malades » dans les hôpitaux psychiatriques, soit autant que le nombre d'hospitalisés dans ce secteur en Grande-Bretagne (1).

Le Planning Familial, lors du rassemblement de Quimper en 1977, signalait combien la pratique des IVG rencontrait en Bretagne beaucoup de difficultés (réticences du corps médical, manque de lits dans les hôpitaux publics).

Mais le sort réservé à la Bretagne ne s'arrête pas là : l'EDF y prospecte des sites « avantageux » pour la construction de ses centrales nucléaires (Porsmoguer et Plogoff dans le Finistère) et l'armée française, entre deux séjours au Tchad ou au Zaïre, prend tous les jours davantage possession des terres libres (camp de Ty Vougeret contre lequel Jean-Michel Kernele, jeune militant autonomiste de 22 ans, en allant poser une engin explosif, a trouvé la mort) (2).

Le « Mai rampant » de 1972

Chômage, austérité, alcoolisme, militarisation, voilà les bienfaits du capitalisme français ! Pourtant, la colère des travailleurs bretons ne date pas d'hier, et si le premier attentat du FLB date de 1966, il ne doit pas nous faire oublier que, ces dernières années, la lutte de la classe ouvrière et des paysans employa d'autres moyens, autrement efficaces.

1972 restera une année exceptionnelle en Bretagne, ce qui autorise le terme un peu

Suite page 8

Labour e Brezh evit an holl vretoned

En novembre 1977, le nombre de chômeurs atteignait 85 142 dont plus de 60 % de femmes dans les cinq départements en Bretagne. Les secteurs les plus touchés par la restructuration capitaliste sont les conserveries (500 licenciements en 1977 à la Sopromer, chez Saupiquet, etc.), l'industrie de la chaussure (Fougères) et bientôt la construction navale. Déjà, en avril 1978, 700 travailleurs ont été mis à la préretraite à Dubigeon-Normandie à Nantes, à peu près autant aux chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire... Et au milieu de l'année 1979, les carnets de commande seront vides. Alors ? Non contents de licencier par milliers — et la liste noire des licenciements en 1978 serait bien longue (Flaminière à Redon, Atlas à Issé, Jugant et Textiles lorientais à Lorient), les patrons continuent à implanter leurs usines-pirates, comme la CTD à Douarnenez.

Privés d'emplois sur place — la CFDT de Loire-Atlantique cite le cas de cette ville du département où 350 chômeurs étaient officiellement recensés, plus de 766 candidats se présentèrent pour 150 emplois seulement — les travailleurs bretons, et plus particulièrement les jeunes, s'en vont chercher du travail ailleurs : à Paris, dans les PTT ou la SNCF... ou, comme le commissaire Le Taillanter chez les flics.

Cette situation catastrophique dans le domaine de l'emploi, voulue par le VI^e Plan,



Rouge n° 699, lundi 20 juillet 1978, page 7

rapide de « mai rampant » utilisé par Jean-Pierre Le Dantec (3). Pour la première fois, il y a convergence, limitée certes, mais significative entre des luttes ouvrières et paysannes. Tout le monde se souvient encore de la grève « exemplaire » du Joint français à Saint-Brieuc, en avril-mai 1972 qui permit de faire le procès du capitalisme sauvage en Bretagne et aux « ouvriers bretons de dire merde au patron », comme le dit si bien la chanson...

Il y a aussi les grèves longues et difficiles des Kaolins, de Big Dutchman, des abat-toirs Doux à Pédervec, luttes qui se heurtent souvent à un

patronat de choc et âpre au profit. 1972, c'est encore la guerre du lait qui voit, autour des paysans-travailleurs, se mobiliser contre les trusts laitiers l'ensemble de la petite paysannerie. Mais 1972 c'est également, et là le commissaire Le Taillanter se retrouve en terrain connu, le procès en octobre de 11 militants soupçonnés d'appartenance au FLB. Procès qui, de la part de tout le mouvement démocratique breton, tourna au réquisitoire contre le gouvernement français. 1972 voit, sur une échelle beaucoup plus massive que par le passé, la conjonction entre des revendications sociales et « nationales ».

Breoneg, yez ar vez

Il est temps de parler de la langue et de la culture bretonne bâillonnées. La société bretonne est exploitée économiquement et opprimée culturellement, ne l'oublions pas : 20 à 25 minutes de langue bretonne tous les 15 jours à FR 3 et une minute trente à la radio les mardis et vendredis, c'est peu pour maintenir en vie une langue qui n'est reconnue nulle part ni dans l'administration ni à l'école... Pourtant la langue bretonne vit, comme le prouve le nombre croissant de classes élémentaires de breton à l'école primaire (en 1977, on en recensait à peu près 50 à 80 pour toute la Bretagne) ou la progression de la section « Celtique » de l'université de Rennes qui comptait 200 étudiants en 1969, 500 en 1975 (3)...

Contre la Charte culturelle, « octroyée » à la Bretagne par le généreux d'Estaing, le mouvement breton, pour la défense de la langue et de la culture, a constitué le Front progressiste breton regroupant des organisations politiques (UDB, Union démocratique bretonne, PS, PSU-Bretagne), syndicales (SGEN-CFDT) et culturelles (Ar Falz, Skol An Emzav). Mais cette réappropriation par le peuple breton de sa langue et de sa culture est encore très limitée voire très marginale et crier victoire hâtivement alors que la langue et la culture de Bretagne n'ont pas encore droit de cité serait criminel. Le combat culturel des travailleurs bretons passe aussi par une réappropriation de leur identité économique (« Vivre et travailler au pays ») et politique.

Bretagne libre et socialiste

A travers les luttes contre les licenciements et le chômage, la marée noire, la militarisation, l'oppression culturelle et la répression politique, le peuple breton prend de plus en plus conscience de lui-même. La classe ouvrière sait qu'il n'y a pas de solutions pour « vivre et travailler au pays » dans le cadre de l'économie capitaliste actuelle, les paysans et les pêcheurs aussi qui sont les premiers touchés par la pénétration et la concurrence capitalistes, et les militants culturels enfin qui savent que le développement de la langue et de la culture bretonne passe par la satisfaction des revendications démocratiques (droit à la langue, bilinguisme à l'école dans les administrations, etc.).

Le peuple breton enfin porte « atteinte à l'intégrité du territoire national français », non par de vains attentats mais par ses luttes quotidiennes, en liant la lutte pour le socialisme et celle pour l'épanouissement culturel et national. Il n'y a pas d'avenir en Bretagne pour les « colonialistes » et les oppresseurs de tous poils, il n'y a pas d'avenir pour la Bretagne dans le cadre de l'Union de la gauche ni dans une « France socialis-

te ». Seule une Bretagne autonome, c'est-à-dire libre et socialiste, intégrée dans des Etats-unis socialistes d'Europe pour raccorder la reconnaissance de tous les droits économiques, culturels et politiques auxquels les travailleurs bretons aspirent. Et cet avenir-là, parce qu'il suppose la participation consciente de l'ensemble des travailleurs et se fait au grand jour, loin des artificiers, le SRPJ du commissaire Le Taillanter et le gouvernement français ne pourront jamais l'arrêter. On ne passe pas les menottes, on ne défère pas devant la Cour de sûreté de l'Etat, un peuple qui se révolte.

Jean-Michel Masson

(1) Chiffres tirés du « Peuple breton », journal de l'UDB, qui a réalisé dans son numéro de mars 1978 un dossier sur l'avortement et la santé en Bretagne.

(2) Cf. la chanson de Youenn Gwernig dont est tiré le poème ci-joint.

(3) « Renaissance d'un peuple », Gallimard.

(3) Le mouvement DIWAN se propose de développer l'enseignement du breton dans les écoles primaires. Adresses : R. L'Hostis, Ker Avel, Lampaul, 29262 Ploudalmézeau et comité Diwan, 22 rue Delambre, Paris 75014.

Lire/écouter

Le poème de Youenn Gwernig est tiré de son disque magnifique « E Kreiz an Noz », disque Vélia. Le dernier 33 tours d'Alan Stivell est aussi remarquable (« A la maison », CBS).

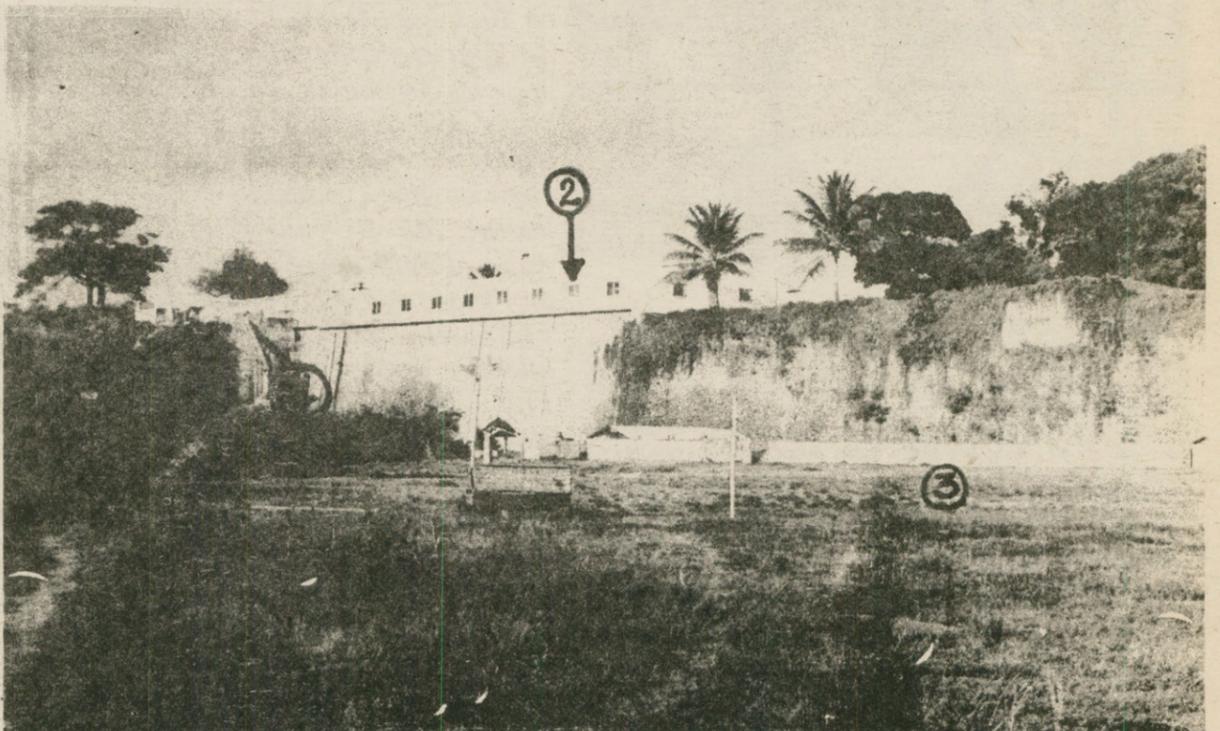
Nous avons donné dans « Rouge » de décembre 1976 des indications de lecture pour la littérature (Morvan Lebesque, Coic, etc.) « Skol Vreiz a sorti il y a un an une

« Géographie de la Bretagne » qui est un document indispensable pour la connaissance de la réalité bretonne d'aujourd'hui...

• Les intertitres en breton signifient :
— Du travail en Bretagne pour les Bretons
— Breton, langue de la honte.

Antilles

TOUS LES FAITS DIVERS NE SONT PAS BONS A DIRE



1. L'endroit où est situé le robinet ; 2. la fenêtre derrière laquelle était embusqué le tireur ; 3. le terrain sur lequel se déroulait la partie de football.

Samedi 1^{er} juillet, à Fort-de-France (Martinique), un caporal-chef de l'armée française tue d'un coup de feu un jeune Martiniquais. Pas par mégarde, pas dans la chaleur d'une rixe : non, tranquillement, de l'intérieur d'une caserne, visant comme à l'entraînement un groupe de jeunes Antillais qui jouent au football... (« Rouge du » 3 juillet).

C'EST en vain que le lendemain, ou les jours suivants, vous auriez cherché quelque information sur ce fait « divers » dans le reste de la presse française. Les départements d'outre-mer c'est la France toute proche quand un ministre y traîne ses guêtres : mais que l'information en provenance de ces terres lointaines prenne un tour moins bon enfant, et la distance, soudain, pèse terriblement...

Alain Jouvignac, 18 ans, est un jeune du quartier populaire de Trenelle. Depuis des années et des années, les adolescents de ce quartier se retrouvent le samedi pour jouer au foot sur un terrain surplombé par les murs de la caserne Desaix.

Il y a de bidonvilles que d'aires de jeu à Fort-de-France... Au cours de leur partie, les jeunes entendent des coups de feu. Ils n'y

prêtent guère attention, croyant à des séances de tir dans la caserne.

A la mi-temps, Alain et deux de ses camarades s'éloignent pour boire. Ils sont alors surpris par le sifflement des balles provenant d'une fenêtre de la caserne. Les balles les rassaient. Ils décident alors de fuir la zone dangereuse en longeant le mur. En pleine course, Alain est touché. Ses camarades l'acheminent sur une civière de fortune vers l'hôpital. Il y meurt.

Deux communiqués

L'armée réagit avec une extrême promptitude : elle publie un premier communiqué, où elle met l'accent sur le fait que l'arme du crime ne serait pas une arme « militaire » : une 22 long rifle « civil ». Mais comme elle

peut difficilement nier que les coups sont partis de l'intérieur de la caserne, que l'auteur de ces coups de feu est un caporal-chef Richerol, elle ne fait que s'empêtrer dans ses contradictions : comment un militaire peut-il se balader dans une caserne avec « son » arme « civile », c'est ce qui lui reste à expliquer...

Bien sûr, les portes de la caserne demeurent hermétiquement closes, bien malin celui qui peut contredire la version militaire... Pour faire bonne mesure, la version militaire ajoute que le caporal-chef assassin a « fait un acte insensé », qu'il est fou, qu'il est malade, irresponsable, quoi. Cette version étant un peu légère face aux nombreux témoignages, l'autorité militaire se sent obligée de publier un second communiqué dans « France-Antilles » du 5 juillet.

Elle doit y reconnaître que les coups sont partis de l'armurerie de la caserne ; comment un tireur fou peut pénétrer dans ce saint des saints qu'est une caserne et y faire tranquillement un carton sur des jeunes jouant à l'extérieur, elle ne le dit pas évidemment pas. Elle doit reconnaître que le tireur fou ne tirera pas une fois mais une trentaine ; qu'il avait un complice qu'elle nomme : le caporal Hays. Elle affirme que le meurtrier a voulu « montrer le fonctionnement de son arme » : en faisant un carton sur un mouton (qui a été blessé), puis sur le groupe de foot-

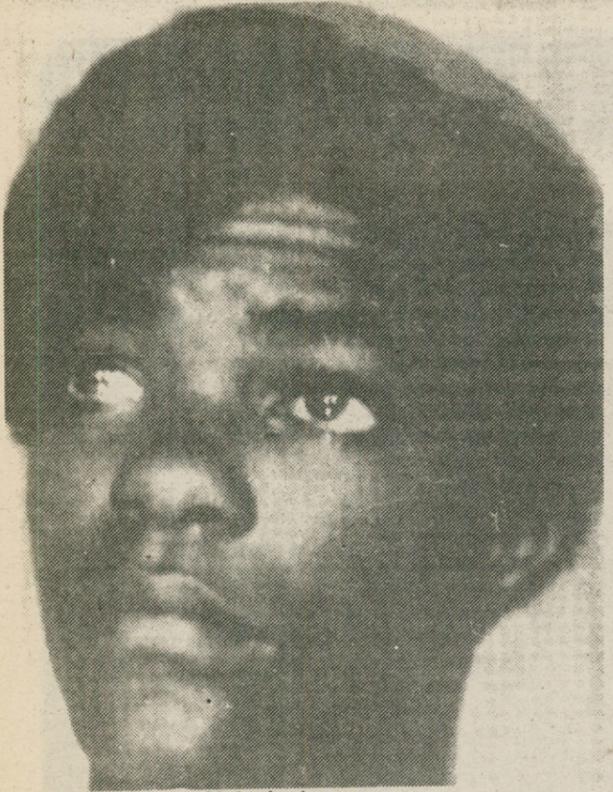
balleurs. Soucieuse, comme toujours, d'atténuer la responsabilité d'un des siens, elle affirme que les jeunes ont lancé des pierres en direction des fenêtres de l'armurerie... Et elle conclut tranquillement que « le comportement de Richerol ne doit en aucune façon mettre en cause le climat de confiance et d'amitié qui entoure les relations entre la population martiniquaise et ses « forces armées ». En somme, on efface la bavure et on continue comme avant...

2 000 personnes

Malheureusement pour elle, cet incident était trop révélateur d'un climat pour que les choses en restent là. Malgré les efforts de « France-Antilles » pour « banaliser » l'affaire, l'émotion fut intense. A l'appel du PC martiniquais, du PPM de Césaire et de nos camarades du GRS, 2 000 personnes ont assisté aux funérailles d'Alain Jouvignac, pour exi-

ger que cessent les exactions de l'armée coloniale, pour exiger la vérité pleine et entière sur les conditions de la mort de ce jeune.

Et il est vrai qu'elles n'ont pas tout à fait tort de ne pas faire confiance aux autorités pour établir cette vérité : l'enquête a été confinée à la gendarmerie qui, comme chacun sait, est un corps militaire...



Alain Jovignac

Dehors l'armée coloniale !

COMMENT, demandent nos camarades du GRS dans leur journal « Révolution socialiste » et leurs tracts ne pas replacer ce meurtre dans le contexte d'une présence militaire coloniale dont l'histoire est jonchée de morts.

« Si le caporal-chef Richerol est malade, c'est de cette vermine qui sillonne le corps et la pensée de toutes troupes coloniales. De cette idéologie de militaire conquérant qui peut tout faire impunément dans les colonies. De cet enseignement où l'on célèbre avec faste et force commentaires racistes les interventions criminelles de la « coloniale », des paras et autres à Kolwezi, au Tchad et ailleurs. De cette éducation où l'on donne comme modèle à suivre le dénommé Erulin (...) De ce comportement quotidien ou l'injure répétée des centaines de fois est invariablement « bougnou-

les, négros ou bicots » ; la voilà leur maladie, le voilà leur crime (...)

« Nous n'avons aucune confiance », écrivent nos camarades, « dans la diligence d'autorités qui ont couvert par le passé militaire qui, à Fort-de-France, tua de sang froid Gérard Nouvet pendant la visite de Messmer, qui plus récemment, n'ont ni puni ni désavoué celui qui fit ouvrir le feu contre les travailleurs en grève à Chalvet (il y eut un mort).

« Le GRS appelle à la constitution d'un comité populaire d'enquête et de protestation pour faire toute la lumière sur les circonstances exactes de ce meurtre et exprimer unitairement l'indignation du peuple antillais.

« Halte à l'arrogance coloniale ! »

« A bas l'armée coloniale, troupes françaises hors des Antilles ! »



A l'initiative du comité qui s'est constitué à Fort-de-France contre les agressions et les violences dont sont victimes les femmes, la campagne « contre les patrons et les mâles tabasseurs » se poursuit activement. Ci-dessus, une diffusion de tracts dans le centre de la ville.

radio

OUF ! IL N'Y A PLUS D'ABONNE AU TELEPHONE BLEU

Si, comme le confiait Georges Pompidou, alors président de la République, France-Inter devait être la « voix de la France », force serait de constater que nous vivons dans un pays d'une tristesse et d'une pauvreté culturelle sans égal. La direction de France-Inter s'était donnée quelques mois pour porter un jugement sur sa nouvelle grille des programmes. Bousculée par les événements, elle se voit contrainte, plus tôt que prévu, à remodeler une grille qui, à l'origine, devait lui permettre de ne pas céder le pas aux stations périphériques.

Comment ne pas faire référence, à l'écoute des programmes présents, au magazine de Pierre Bouteiller, aux confrontations explosives d'Anne Gaillard ou même à l'émission de Bernard Golay « Chansons à histoire », qui, dans le cadre des programmes précédents, fournissaient la meilleure preuve de l'originalité de France-Inter ? Ce n'est pas le rêve d'un vieux nostalgique, ni d'un conformiste têtue, encore moins d'un conservateur désossé que d'affirmer que la tentative de France-Inter de s'accrocher aux locomotives de RTL ou d'Europe 1 se solde par un navrant mais néanmoins retentissant échec.

Alertée par un sondage du Centre d'études des supports de publicité (CESP) qui soulignait un tassement de l'auditoire de France-Inter comparé aux progrès sensibles des stations périphériques, la direction de France-Inter avait cru bon de repenser ses programmes. La nouvelle grille, fruit des réflexions d'un comité duquel étaient écartés les animateurs des émissions, devait juguler une certaine baisse d'écoute. Soit. On ne peut reprocher à France-Inter de vouloir étendre son audience, c'est dans la logique des choses. Mais à

Moins de deux mois après l'entrée en vigueur de la nouvelle grille des programmes de France-Inter, la direction de la station la plus écoutée de Radio-France doit accuser le départ de Gérard Holtz qui, depuis le 29 mai, animait la matinée sur les ondes avec son « téléphone bleu ». Il a préféré abandonner un emploi qui, manifestement, ne lui convenait guère tant sa prestation fut insipide. Il retourne définitivement à Antenne 2 où il devrait présenter le journal télévisé de 20 h. Dès aujourd'hui, Claude Chebel lui succède le temps d'un été avec une émission de loisirs, « Oxygène », avant l'opération ravalement de la rentrée. Car la nouvelle programmation de France-Inter n'a vaincu personne.



quel prix a-t-elle tenté de le faire !

France-Inter a voulu, selon une mode très contagieuse, décalquer ses programmes sur ceux des stations périphériques. Europe 1 avait déjà expérimenté cette

méthode, quand, au cours de l'année 1975, elle avait par une copie conforme de la grille de RTL engagée Denise Fabre afin de concurrencer Anne-Marie Peysson et créé le « coffre Europe 1 » pour faire pièce à la « valise RTL ».

Malgré une campagne promotionnelle de grande envergure, Europe 1 n'a jamais réussi à dépasser sa concurrente.

A trop vouloir plagier les programmes des stations périphériques dont les courbes d'audience semblent exercer une fascination étonnante à la maison de la radio, la tentative de la direction de France-Inter se retourne en son contraire. On ne concurrence pas les périphériques sur leurs terrains : celui du langage banalisé, des hit-parade, des animateurs chocs et de l'esbrouffe. La bataille est perdue d'avance. L'échec patent de la nouvelle grille de France-Inter est la sanction de la peur des sondages, du manque d'imagination et d'une conception figée et dépassée du discours radio-phonique. Du reste, France-Inter veut se battre avec des armes dont elle ne dispose même pas. Quand une station périphérique, quelle qu'elle soit, introduit un changement dans ses émissions, elle organise une gigantesque et démentielle campagne d'intox à coups de centaines de millions. L'entrée de Drucker et Zitronne à RTL avait soigneusement été orchestrée par une campagne publicitaire pour le moins envahissante. L'arrivée, pour quelques mois seulement, de Majax — le prestidigitateur transfuge de la télévision — avait été préparée en bonne et due forme par Information et publicité, la régie publicitaire de RTL et Sud-Radio. France-Inter ne peut se permettre de brasser ces centaines de millions, voire ces milliards.

Pour le moment présent, France-Inter prend ses quartiers d'été et annonce, pour cette période, « une radio renouvelée, décentralisée, festivaire, musicale, souriante et vivante ». Un simple répit. Le 17 septembre, la direction de France-Inter sera placée devant les mêmes choix.

Denis Caron

VIVENT LES FEMMES ENCEINTES !

FAISONS un peu de droit. Une femme prend son congé maternité. Pendant les quatorze semaines (bientôt seize) de son congé, la Sécurité sociale lui verse 90 % du dernier salaire soumis à cotisation (jusqu'au plafond de 4 000 F). Cela signifie que si la bénéficiaire a la chance de prendre son congé maternité le mois suivant une prime exceptionnelle ou d'un treizième mois, elle touchera aussi, et pendant quatorze semaines, 90 % de ceux-ci. Heureuse la bénéficiaire. Les autres n'avaient qu'à mieux calculer.

Parmi beaucoup d'autres prérogatives, la direction du CNRS, comme la plupart des établissements de la fonction publique, est l'intermédiaire entre la Sécurité sociale et la/le salariée. Une femme, qui a entamé son 7^e mois de grossesse, envoie donc ses

feuilles d'arrêt non à la Sécurité sociale mais au CNRS. En contrepartie, elle continue à percevoir l'intégralité de son salaire. Situation apparemment avantageuse. Mais, tout se complique quand une administration décide de ne pas respecter la

Le CNRS est le Centre national de la recherche scientifique. Un organisme public, à but non lucratif comme il se doit, d'autant plus que tous les « collaborateurs » (des directeurs aux femmes de ménage) sont censés travailler pour la grandeur de la science et pour le progrès de l'humanité.

Il semble pourtant que tout le monde n'y participe pas au même titre puisqu'en décembre et janvier derniers, les administratives ont effectué cinq semaines de grève pour obtenir la même prime que les techniciens, et que les travailleurs manuels sont en mouvement depuis plusieurs mois, réclamant la revalorisation dont Stolérou en son temps avait fait tant de publicité.

Le budget de l'Etat doit être en bien triste condition pour que satisfaction ne soit pas accordée aux revendications pourtant élémentaires de ces catégories. Mais, si l'Etat pratique le « à vot' bon cœur, m'sieur dame » pour faire financer aux moyens de collectes la recherche sur le cancer, il n'en est pas encore là en ce qui concerne la recherche générale. Et pourtant, ... il paraît que la grossesse de ses employées sert à renflouer les caisses du CNRS. Le moyen ne semble pas très légal, mais, puisque les victimes ne sont que des femmes...

règlementation d'une autre administration.

Les techniciens (ennes) du CNRS touchent régulièrement au mois de juin et de décem-

juillet ou en janvier touchent pendant 14 semaines, en plus de leur salaire, 90 % de cette prime, a pensé la direction du CNRS, qui, dans un grand élan égalitariste, résoud le problème... à sa façon : elle se garde les remboursements de la Sécurité sociale sur les primes ! Car la Sécurité sociale ne veut rien entendre : le règlement, c'est le règlement. Et elle continue imperturbable à verser au CNRS les 90 % du salaire soumis à cotisation.

Il y a de quoi s'interroger sur la destination de cet argent dont les femmes ne voient jamais la couleur. C'est un peu louche tout ça. Si la direction était vraiment « choquée » par « l'injustice » des mesures de la Sécurité sociale, elle n'hésiterait pas une seconde pour, comme le réclament les syndicats de la recherche depuis des années, mensualiser et intégrer la prime au salaire.

Enfin, on peut se demander pourquoi les femmes, qui, après tout, « travaillent pour la patrie », n'ont pas droit dans le privé à 100 % de leur salaire calculé sur une base annuelle.

Calamity Jane

PROMENADES DU REGARD

Dans les régions

ARLES

Bram van Velde : le peintre de « l'Impossible Achèvement » chapelle de la Charité. Jusqu'au 17 septembre.

François Morellet : l'exposition d'un des représentants les plus rigoureux de l'art visuel. Un travail sur les conditions optiques de lecture du visible.

Musée Reattu : pendant l'été.

ANTIBES

César : celui qui un beau jour délaissa les matériaux « nobles » de la sculpture pour travailler avec le fer, la ferraille des décharges, et le polyuréthane. Son « Déjeuner sur l'herbe », ses « Compressions », ses « Expansions » témoignent de la vivacité de ce manipulateur de notre « nature » contemporaine.

Musée Picasso : à partir du 21 juillet.

SAINT-PAUL-DEVENCE :

Giacometti : des sculptures d'hommes jamais finies, la pathétique recherche d'un réel qui ne cesse de se dérober.

Fondation Maeght.

MARSEILLE

François Rouan : une errance dans la texture des couleurs, des sens et des images, une invitation à nous perdre dans le plaisir du sens et du non-sens.

Musée Cantini : jusqu'en septembre.

Boyer, Asplanato, Fabre, Gasnault, Parodi : pour rappeler qu'ils sont cinq jeunes très intéressants qui méritent d'être découverts par ceux qui ne les connaissent pas encore.

Galerie Athanor : 11 bd Onfroy, Marseille 13008.

LES SABLES-D'OLONNE

Hartung : un des principaux représentant de l'abstraction gestuelle.

Musée de l'abbaye Sainte-Croix.

MONTAUBAN

Héliou : toute la peinture figurative de ce peintre, qui lorsqu'il délaisse l'abstraction nous parle de notre quotidien.

Musée Ingres.

GINALS

Réel ? Réalisme ? Réalité ? Une rétrospective de la nouvelle figuration et du réalisme depuis 1969. **Vélickovic, J.-P. Raynaud, Gafgen, Fromanger, etc.**

Abbaye de Beaulieu

SAINT-ETIENNE

Impact II : plus de trente jeunes artistes qui sont parmi les plus prometteurs de la nouvelle génération. Pour tous ceux et celles qui sont dans la région ou qui peuvent passer, une exposition à ne pas manquer !

Musée de Saint-Etienne. Tout l'été.

(Nous en reparlerons.)

Pour celles et ceux qui restent à Paris

Musée d'art moderne de la Ville de Paris Abstraction-création 1931-1936

Avec une très grande et imposante rétrospective de Jean Degottex. Parti de l'abstraction gestuelle, il abouti à une épuration très austère de son travail. « Ce choix minimum de matériau entraîne un minimum de moyen et d'outil. Pour l'opérateur, c'est une très plus grande liberté de reconnaissance, pour le regard une plus grande ouverture de perception. » (J. D.)

Un ensemble de toiles de Marc Devade qui constituent une réflexion sur la couleur comme constitutive de l'espace pictural. « Des rideaux de couleurs s'ouvrent sur des rideaux qui sont encore des rideaux de couleur. » (Millet.)

Et sous le titre « la Fracture du monochrome », E. Lamarque-Vadel présente dix peintres qui travaillent sur les structures élémentaires de la peinture, et les possibilités de recherches qu'elles suscitent : effets de transparence et d'opacité de couleur, recouvrement, brillance, déchirure, etc.

Une exposition dont nous reparlerons plus longuement. ARC : 11, avenue du Président-Wilson, 75016 jusqu'au 18 septembre.

Après la très importante exposition « Aspects historiques du constructivisme », le Musée d'art moderne de la Ville de Paris nous montre une impressionnante rencontre avec tous ceux qui ont contribué au développement et au rayonnement de l'art abstrait en Europe. De « de Stijl » à « l'unisme » et bien d'autres. Un très bel ensemble indispensable à voir pour ceux qui veulent connaître l'art du XX^e siècle.

Jusqu'au 17 septembre. Et pour clore cet ensemble de peinture abstraite, vous pouvez aussi voir dans ces mêmes lieux une importante exposition Honegger.

Beaubourg

Hommage aux Dogons et aux Rimbauds. Le poïpoï-drom de Filiou et de Pfeuffer. Par la fondation Poïpoï.

Conçu en 1963 par un poète et un peintre, cette petite construction carrée est un centre de création permanente où l'on invitera à créer la



PIERO DELLA FRANCESCA

Au Louvre

L'ITALIE est loin et l'été n'est peut-être pas le meilleur moment pour visiter ses musées. Mais si vous restez à Paris, vous pouvez toujours aller au musée du Louvre. Il vient de faire l'acquisition d'un tableau de Piero della Francesca, peintre qui était jusqu'à présent totalement absent des musées de France. A cette occasion, le pavillon de Flore expose le tableau au milieu de panneaux explicatifs intéressants.

Piero della Francesca est sans doute un des plus grands peintres de la Renaissance italienne. Il est l'auteur de fresques qui gar-

nissent les murs de l'église d'Arezzo, à 60 km au sud de Florence. Difficile quand on n'a pas de voiture d'aller de Florence à Arezzo : pas de ligne de chemin de fer, il faut se lever à 6 h pour prendre un bus. Mais ça en vaut la peine. Et là vous apercevrez que ceux qui ont dit que les peintres de la Renaissance voulaient donner « une image rigoureusement parfaite de la réalité naturelle » se sont lourdement trompés.

Le tableau acquis par le Louvre est un portrait en profil de Sigismond Malatesta, qui s'inscrit dans une longue tradition picturale : on peut voir au musée du Louvre plusieurs tableaux du

même type dont celui de Jean Le Bon. Droit comme un I, Sigismond Malatesta est figé comme une colonne. Mais les légères couleurs du visage tranchent avec tous les tableaux précédents du même genre. C'est que ce tableau est à la rencontre de la peinture italienne renaissance et de la peinture flamande, qui n'avait pas la froideur des compositions italiennes. L'extraordinaire collection du musée Unterlinden de Colmar témoigne de l'avance qu'avait la peinture flamande, avec des artistes comme Shœngauer sur la peinture italienne de la même époque. Cette avance était aussi technique : Piero della Francesca va être le

premier en Italie à utiliser les nouvelles techniques à l'huile. Il faut aller voir ce tableau, moment charnière dans l'histoire de la peinture.

Par la même occasion, on peut en profiter pour aller voir les primitifs et la Renaissance italienne qui sont exposés un tout petit peu plus loin. La comparaison avec les Mantegna, Bellini, Fra Angelico, Giotto... n'en fait que davantage ressortir l'importance de Piero della Francesca.

Philippe Andréa

Musée du Louvre, pavillon de Flore, jusqu'au 18 septembre, tous les jours sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h.



« forêt des voyelles », chants, danses, poèmes collectifs, où l'on pourra laisser des propositions, des inventions... au centre de ce parcours initiatique se trouve le poïpoëuf. **Galerias contemporaines ; jusqu'au 4 septembre.**

Jacques Lipchitz : quarante sculptures du grand sculpteur cubiste mort il y a 5 ans. Musée 4^e étage, jusqu'au 16 octobre.

Alechinsky. Les dessins de ce peintre, figure marquante du groupe Cobra. Un tracé dont la violence expressionniste et une certaine proximité avec l'imaginaire surréaliste vient voiler et brouiller les images qu'il nous donne à voir. Cabinet d'arts graphiques, 3^e étage. Jusqu'au 4 septembre.

Sam Francis. Un des maîtres de la couleur. Après nous avoir montré des toiles où le blanc « qui est pareil à l'espace entre les choses » mangeait les couleurs rejetées sur les limites du tableau, il nous revient avec des toiles et des gouaches débordantes de couleurs. Nous reparlerons de ce peintre qui nous dit, à propos de certaines de ses toiles, « l'espace au centre de ces peintures est réservé pour vous ». **Galerias contemporaines. Jusqu'au 4 septembre.**

Ateliers d'aujourd'hui n° 9. Sculptures funéraires de Koffi Mouroufié. Des artistes qui édifient des tombeaux de ciment peint accompagnés de sculptures humaines et animales grandeur nature, aux confins de la Côte-d'Ivoire et du Ghana. Et les gravures d'un jeune artiste tunisien,

Triki. Jusqu'au 25 septembre. Enfin terminons par la présentation des multiples activités du poète artiste surréaliste Georges Hugnet au cabinet d'art graphiques. Jusqu'au 4 septembre.

Depuis le 12 juillet commence la très grande exposition « Paris-Berlin, rapports et contrastes, 1900-1930 ».

Elle rendra compte des principaux mouvements artistiques de l'Allemagne de cette période : l'expressionnisme, « le Cavalier bleu », Dada, la nouvelle objectivité. Une salle entière est consacrée à Berlin sur le thème « Art et réalité de Guillaume II à Hitler ».

Nous rendrons compte amplement de cette exposition qui dure jusqu'au 6 novembre 1978 et qui concerne d'autres départements que le simple musée.

Philippe Cyroulnik

Jean Benguigui au Lucernaire

Quelle chaleur !

IL n'est jamais là où il croit être, toujours de guingois avec la réalité affichée, faite de faux statuts, d'hypocrites états civils, d'illusions jamais aux rendez-vous qu'on leur a fixés. De cette situation d'équivoque permanente, il a fait des histoires à trois dimensions qui en espèrent vraiment une quatrième, celle de l'équilibre, de la quiétude.

Sur un plan fixe : l'immédiateté du quotidien. Benguigui, Juif arabe (sépharade, pour préciser). Puis, vous ajoutez deux perspectives. Une guerre des six jours, par exemple, baignant dans un fond de racisme anti-youpin croisant le fer avec un

racisme anti-bougnoule. Vous l'éclairiez avec un passé de militant anticolonialiste. Le jeu consiste à définir sa position dans l'espace.

Quand vous vous livrez à un tel exercice depuis pas mal d'étés (quelle chaleur !) vous en perdez votre géographie intime et vous lorgnez d'un œil suspect les évidences. Benguigui, des évidences, des certitudes, il en a épousé comme nous quelques-unes, et certaines lui ont fait des tours de vache.

Tiens, prenez celle du « grand soir ». On le lui avait pourtant prêté et il s'y était préparé. Quinze ans sur la brèche, cotisations en règle,

alphabétisation des immigrés... il avait même repeint les locaux de l'organisation. Et puis, patratat, le soir du « grand soir », il s'était couché plus tôt que d'habitude et « on » l'avait pas prévenu.

Alors depuis, normal, il est critique et circonspect. Et puis le doute, c'est un terme qui s'attaque à tous les bois de la raison — ces bois-là dont on ne sait jamais s'ils jouent ou s'ils travaillent. Le normal et le pathologique, la vie et la mort, le « privé » et le « politique » se sont fait des entourloupes.

Les contes à Benguigui sont comme des rivières qui charrient des éléments de tous les paysages, de toutes les aventures qu'elles ont connus. En apparence, leur trajectoire est repérable, mais que de conflits sous le miroir de la surface !

Insolent, gouailleur, craintif, son one-man show rompt avec la gratuité coutumière du genre. En prise directe avec une « certaine » actualité (la Coupe du monde, les grèves, le féminisme, le conflit judéo-arabe, la crise du « parti ») il interpelle une génération aujourd'hui trentagénnaire, d'un ton amusé, mais non désabusé, comme le voudrait une mode rétrospective. Bien au contraire, sa plus virulente dérision est pour les désabusés style « Libé » (formule consacrée) qui ne sont allés nulle part mais sont revenus de tout et qu'il épingle rageusement par le biais d'une petite annonce « taulards » dudit canard. Désopilant.

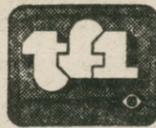
Un rire qui nous dissimule souvent la retenue d'un métier de comédien (il a joué avec les Maréchal, Chéreau, Vincent) et qui ajoute à la pudeur inquiète de ses textes. Les amateurs de référence l'associeront à Devos, Dada ou Bobby Lapointe. Mais reconnaissons-lui son identité et son originalité. Il a suffisamment de mal à les assumer pour qu'on lui en colle d'autres.

Frank Tenaille



« C'est pas moi qui ai commencé », spectacle, à 20 h, au Lucernaire, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, 75 006 Paris.

télévision



12.30 Le francophonissime : jeu. 13.00 Journal. 13.35 Acilion et sa bande : émission enfantine. 14.35 Reportages sportifs : championnats de France de natation et de décathlon.

18.20 Visages de la Russie

Première d'une série de huit émissions de Sergio Giordani qui se propose, ce qui est pour le moins suspect, de présenter « l'âme russe ». Giordani, aujourd'hui, parlera de la diversité des peuples, ethnies, races qui vivent dans ces « immensités ». A titre d'exemple, la même fête, celle du 7 novembre, à Moscou et à Samarkand.

19.10 Jeune pratique. 19.20 Actualités régionales. 19.40 Métiers de l'insolite : les mannequins hommes. 20.00 Journal.

20.30 « Bunny Lake a disparu »

Un film d'Otto Preminger, avec Carol Linley, Keir Dullea, Laurence Olivier, Noël Coward, etc. Pour ce drame psychologique et policier, Preminger a trouvé un sujet passionnant : Ann Lake, mère célibataire, va chercher sa fille Bunny à la sortie de l'école. Elle est introuvable. Personne à l'école ne connaît l'enfant. Oui ou non, Bunny est-elle sortie tout droit de l'imagination de Ann Lake ? On reprochera, sans doute avec raison, à Preminger d'avoir meublé cette intrigue de quelques digressions compatissantes.

22.15 Les grandes personnes

Le comédien Mario Gonzales discute avec Carole, dix ans. Qu'en sortira-t-il ? Autre chose, espérons-nous, que la semaine dernière, lorsque Jean Frapat mettait Claire Brétécher et Jean-Claude en présence.

23.10 Journal.



14.00 Police Story (série américaine) 14.55 Aujourd'hui magazine : la France buissonnière. Aujourd'hui, un village du Béarn. 18.00 Récré A 2. 18.40 Flash Journal. 18.55 Des chiffres et des lettres. 19.20 Actualités régionales. 19.45 L'heure d'été. 20.00 Journal.

20.30 Georges Brassens chez lui, à Paris

21.25 Top club

21.40 Lire, c'est vivre

« Le Père Goriot » de Balzac, donné à lire à Pierre Dumayet.

22.30 Journal

22.45 Petite musique de nuit

Le Quatertrats de Franz Schubert, par le quatuor à cordes bulgare.



19.20 Actualités régionales. 19.40 Pour la jeunesse. 19.55 Flash Journal. 20.00 Les jeux de Vingt heures.

20.30 « Rivalités »

Un film d'Edward Dmytryk, avec Susan Hayward, Bette Davis, Michael Connors, etc. Inspiré d'un fait divers hollywoodien, ce film qui raconte la crapuleuse histoire d'une jeune fille qui bute l'amant de sa mère est indigne du metteur en scène Edward Dmytryk. De « Rivalités », on aura tout dit en précisant qu'il s'inscrit dans la catégorie « mélodrame bourgeois ».

23.10 Journal.

Rendez-vous à l'entrée de la salle

• Folk suisse

On vous a déjà parlé du festival de Montreux en Suisse, mais il ne faudrait pas croire que ce soit le seul : le festival folk de Nyon risque d'être tout aussi chouette (Nyon, c'est entre Genève et Lausanne, au bord du lac Léman). En plus de la grande scène en plein air sera installée une scène sous une grande tente. Par moment, des concerts se dérouleront simultanément sur les deux scènes alors qu'une autre tente plus petite sera utilisée pour des ateliers de musique. Sont aussi prévus des stands d'information (Amnesty International, Antirouille...) et des stands d'artisanat. Voici le programme : 20 juillet, à partir de 16 h, Big Joe Band, Bayou sauvage et Gérard Dolé, Ossian, Kapricorn, Joanna Carlin, Clannad, Buffy Sainte-Marie, Richie Havens, la Bamboche ; 21 juillet, vers 15 h, Jorgen Skammeritz, René Werneer et l'habit de plume, John Kirbride Ossian, Clannad, Joanna Carlin, Bayou sauvage et Gérard Dolé, André Bialek, Five Hand Reel, Tom Paxton, the Chieftains, la Kinkerne ; 22 juillet, Apple Chill Clogers, Telephone Bill and the Smooth, Operator, June Tabor Band, Pfulri, Gorps et Kniri, Michel Buzzi et Gaston Schaeffer, Na Fili, Jose Barrense-Dias, Red Clay Ramblers, Tri Yann, Fairport Convention, le Claque Galoché ; 23 juillet, Ward et Fredizi, Dougie Mc Lean et Alan Roberts, Big Joe Band, Patchwork, le Clou, Sarcon, Gwendal, Ralph Mc Tell, Machin. Abonnements pour les quatre jours : 60 F (50 F pour les étudiants et les apprentis) comprenant entrée aux concerts, à la piscine, poster du festival et programme complet.

• Yvan Dautin et la jeunesse

Dans le cadre du Festival mondial de la jeunesse et des étudiants, l'UNEF organise une tournée Yvan Dautin : 19 juillet à Nice, 20 juillet à Lyon, 21 juillet à Saint-Etienne. Ça va guincher !

JOURNALISTES POUR UN ETE Il suffit DE REGARDER CE QUI se passe là où vous êtes. faites en des REPORTAGES, insolites, significatifs, DRÔLES, indignés, cultivés, informés...

et pourtant elle tourne

● *Un nouveau coup porté aux Lip : on vient de leur couper le gaz*

Samedi matin, Gaz de France a procédé à la coupure de l'alimentation en gaz basse pression de l'usine Lip de Palente. Les employés de Gaz de France bien entourés et surveillés par les flics ont coupé le gaz de l'extérieur de l'usine. Peu d'ouvriers étaient présents dans l'usine Lip à ce moment-là. La coupure s'est faite sans incident. Déjà, le 7 octobre dernier, Gaz de France avait coupé l'alimentation haute pression de l'usine mais à cette occasion un affrontement avait eu lieu entre les ouvriers et la police. Gaz de France a l'intention de porter plainte contre les travailleurs de Lip pour « vol de gaz » : en effet, le conduit coupé samedi matin avait été installé par les Lip, sans compteur, après la coupure du 7 octobre. On leur avait déjà fait des tracasseries pour l'électricité, le téléphone.

● *Tribunal militaire pour drame passionnel*

Une jeune polytechnicienne de 22 ans, Nathalie Lecom, a été tuée par un « soupirent éconduit ». Sans doute un crime passionnel bien ordinaire s'il ne s'était pas passé entre deux personnes appartenant à l'armée et dans une enceinte militaire, à l'École polytechnique de Palaiseau (Essonne). Le jeune sous-officier, après avoir guetté l'arrivée de Nathalie Lecom, défilant pour le 14 juillet, devait lui tirer dessus avec une carabine à son arrivée. Le parquet d'Ivry, qui devait juger l'auteur du crime, s'est dessaisi de l'affaire au profit du tribunal permanent des forces armées de Paris (TPFA). Un tribunal où l'armée règne en maître, une juridiction qui échappe à tout contrôle et où l'accusé ne peut avoir de défense. En tout cas, la hiérarchie militaire va sans doute prendre prétexte de cette affaire pour resserrer une discipline quelque peu assouplie sous la pression des élèves, dans les écoles militaires. C'est déjà le thème de la campagne qui se livre autour de ce fait divers.

● *Arrestation au Paraguay*

Le 8 juillet dernier, Domingo Laino, vice-président du Parti libéral-radical authentique, a été enlevé en pleine rue à Asuncion, capitale du Paraguay. Cinq jours auparavant, le gouvernement du général Stroessner avait été dénoncé par l'Organisation des Etats américains pour ses violations répétées des droits de l'homme. Le gouvernement paraguayen nie pourtant toute responsabilité dans cette affaire.

● *Les syndicats britanniques et l'austérité*

Le Syndicat britannique des cheminots a décidé jeudi de soutenir la politique gouvernementale de contrôle des salaires. Une motion de l'aile gauche du syndicat, qui rejetait toute idée de négociations avec le gouvernement sur le problème des salaires, a été repoussée par 51 mandats contre 26. Opposition importante pour un syndicat, traditionnellement modéré. M. Sid

Weighell, secrétaire général du syndicat, avait déclaré avant le vote qu'un retour à la libre discussion avec la direction des chemins de fer des conventions salariales ne serait pas une « nouvelle formule miracle » pour résoudre tous les problèmes.

● *Le Cambodge soutient l'ASEAN*

Ieng Sary a exprimé son soutien à l'Association des pays du Sud-Est asiatique pour sa conception d'une zone de paix et de neutralité dans la région, au cours d'un dîner vendredi dernier à Bangkok. Ainsi, le Cambodge, comme la Chine, et plus récemment le Vietnam et l'URSS, apporte son soutien à cette très anticommuniste association des régimes réactionnaires de la région.

● *Timor*

Le président indonésien Suharto est arrivé dimanche au Timor oriental pour une visite de deux jours. Il s'agit de la première visite du président indonésien dans cette partie de l'île annexée il y a deux ans par le régime militaire. La guérilla du Fretilin, dont l'armée indonésienne, qui ne contrôle que les côtes de la partie est de l'île, n'arrive pas à venir à bout malgré l'importance des moyens alignés, se poursuit depuis plus de deux ans.

La visite de Suharto, pour réaffirmer l'emprise indonésienne sur le Timor oriental, prend place après une série de revers de l'armée, dont une mutinerie dans la capitale, Dili, où Suharto prendra la parole. Les troupes indonésiennes sont démoralisées par la résistance de la population et du Fretilin qui contrôle 80 % du territoire.

● *Polémique sino-vietnamienne*

Malgré quatorze séances de négociations entre Chinois et Vietnamiens au sujet du rapatriement des « hoas », aucun progrès n'a été enregistré. Par contre, l'agence de presse vietnamienne affirme que les autorités chinoises refoulent maintenant les « hoas » désireux de passer la frontière s'ils ne sont pas munis d'une autorisation de rapatriement de l'ambassade chinoise à Hanoi. Le journal du PC vietnamien, repris par les deux autres quotidiens de la capitale, a publié samedi un violent éditorial dénonçant « le principal coupable du massacre du peuple cambodgien et de la provocation à la guerre contre le Vietnam ».

L'éditorial explique notamment que Hitler « n'était pas aussi terrible et sournois que ceux (les Chinois) qui ont montré à la clique Pol Pot et Ieng Sary la manière de mettre en œuvre le « communisme radical ».

Rappelant qu'au Cambodge « il n'y a plus d'écoles, plus de familles, plus de monnaie, plus de marché, plus de chansons et plus de rires » et que dans le pays « chaque individu est un zéro », l'éditorial poursuit : « Qui trempe dans ces crimes monstrueux ? Le moment est venu de le dire clairement, ce sont les Chinois (...) qui ont des ambitions hégémoniques et ambitieuses dans le Sud-Est asiatique. »

A Hanoi et un peu partout au Vietnam, les batteries de DCA et de fusées SAM, dirigées par des Vietnamiens, et non des Soviétiques, ont fait leur réapparition...

L'enquête sur la catastrophe de Los Alfaques Une fissure dans la citerne du camion

Le quotidien catalan « Catalunya-Express » révèle que l'enquête sur la catastrophe dans le camping espagnol Los Alfaques fait apparaître l'hypothèse très sérieuse d'une fissure dans la cuve de la citerne du camion qui transportait le gaz propylène. Selon le journal, les résultats de l'enquête du juge d'instruction de Tortosa révèlent qu'un morceau de citerne retrouvé projeté dans le terrain d'un dancing, de l'autre côté de la route où se situait le camping,

comporte une épaisseur nettement inférieure au reste de la cuve, ce qui étaye la thèse d'une mauvaise soudure. Plusieurs quotidiens espagnols protestent à l'heure actuelle contre l'apathie de la société propriétaire du camion-citerne qui a décidé de n'envoyer aucune équipe technique pour analyser les causes de l'accident.

Cette nouvelle faille dans la conception fataliste de la catastrophe imprévisible s'ajoute au fait que ces modè-

les de citerne étaient interdits depuis 1974 et qu'ils n'avaient pas tous été retirés de la circulation. Comme celui qui a tué mardi 11 juillet et qui continue de tuer jour après jour les grands brûlés. Douze grands brûlés ont été rapatriés à l'hôpital de Lyon dans la nuit de samedi à dimanche. Deux familles entières se trouvent ainsi, comme beaucoup d'autres encore, complètement anéanties et blessées à vie si les blessés en réchappent.

A Chalons-sur-Saône, les gendarmes de l'autoroute A 6 ont intercepté vendredi matin, un camion qui transportait 30 tonnes d'acrylate d'éthyle, produit inflammable qui risque d'exploser au contact brutal de l'air. Un joint de la citerne fuyait. Mais cette soudaine sollicitude et attention aux les bombes roulantes est le résultat, sans doute ponctuel et provisoire, d'un meurtre dont le bilan officiel approche 150 morts. La liste risque de s'allonger encore plus.

Nouveaux méfaits de Pöchlney Fuite toxique à Pierre-Bénite

Une fuite d'acroléine s'est produite à l'usine Pöchlney de Pierre-Bénite (Rhône), pendant trois quarts d'heure mercredi. L'information n'a été rendue publique que le 14. La fuite a fortement incommodé le voisinage. La production a été suspendue pendant plusieurs heures par le service des mines. Un autre incident s'est produit le mercredi matin : Deux wagons contenant chacun 20 tonnes de soufre liquide se sont renversés au cours d'une manutention. L'incident s'est produit à proximité de l'autoroute A7. Il aurait pu avoir des conséquences très graves si le soufre s'était enflammé.

Une autre fuite d'acroléine s'était produite dans la même usine, presque deux ans avant jour pour jour : le 10 juillet 1976, une « erreur de manutention » provoquait le déversement dans le Rhône de 20 tonnes d'acroléine, détruisant 360 tonnes de poissons en aval jusqu'au niveau de Valence. Le PDG de PUK lui-même avait comparu et avait été condamné à verser la somme ridicule de 3,5 millions d'indemnités aux pêcheurs.

PUK est d'ailleurs tout disposé à payer, sa tactique étant d'indemniser plutôt que de modifier réellement ses productions, mis à part quelques spectaculaires transforma-

tions (en Maurienne, filtrage du fluor, par exemple (cf. « Rouge n° 495 »). Comme il y a deux ans, il a fallu attendre deux jours pour que « l'incident » soit rendu public.

Mais là ne s'arrête pas la liste des accidents survenus à Pierre-Bénite. Rien que depuis le début de cette année, trois autres pollutions ont eu lieu : le 9 mars un nuage de chaux avait envahi le stade de Pierre-Bénite incommodant les enfants d'une école ; le 17 avril, un nuage de bioxyde de chlore s'était répandu dans l'atmosphère, et le 4 mai, une fuite de gaz sous pression s'était produite.

Voilà pour cette année.

Sans faire une chronologie complète, on peut rappeler quelques très graves accidents survenus dans cette même usine, construite en 1965 : en 1972, explosion d'une colonne à distiller ; en 1975, explosion de la torche ; en 1971, la pollution du Rhône par l'acroléine ; en 1977, dégagement d'un nuage d'acide sulfurique (avril), déversement de 4 tonnes d'arsenic dans le Rhône (mai) ; dégagement d'acroléine (juin), etc.

Ces accidents s'accompagnent d'une pollution « ordinaire » très importante : chaque jour l'usine rejette 300 tonnes de sulfate de chaux, 7 tonnes d'acide acrylique, 300 kg d'acroléine.

L'acroléine est très toxique : elle peut produire des troubles digestifs, des brûlures de la peau ou de la cornée. La CFDT a maintes fois dénoncé la grande dangerosité de ce produit, ainsi que les associations écologiques de la région lyonnaise. Elle a plusieurs fois, ainsi que la

CGT, dans le cadre du CHS, exigé que des précautions soient prises, en particulier pour son stockage car 500 tonnes sont entreposées en permanence à Pierre-Bénite.

Elle est transportée par rail à Commeny (Allier), où elle est transformée en méthionine, substance entrant dans la fabrication d'aliments pour bétail. Les circonstances de ce transport ont également été dénoncées. La localisation de l'usine à Pierre-Bénite s'explique par sa liaison avec le pipeline venant de la raffinerie de Feyzin, et son raccordement au gazoduc transportant du propylène nécessaire à la fabrication.

Ce nouvel accident pose avec acuité la question de la sécurité, tant dans l'entreprise, où les travailleurs se battent depuis longtemps, qu'hors l'entreprise, car ce n'est pas la première fois que la population de Pierre-Bénite, Saint-Genis-Laval, et au-delà — de toute l'agglomération lyonnaise — est menacée.

Madeleine Verdi

Bordeaux-Mérignac

Les contrôleurs aériens en grève du zèle

« Notre mouvement sera reconduit chaque week-end jusqu'à satisfaction de nos revendications » indique un communiqué des contrôleurs aériens de Bordeaux-Mérignac, en grève depuis jeudi. Ils doivent reprendre le travail ce matin à 7 h 30. Ce mouvement qui concerne environ 140 employés du centre de contrôle aérien du Sud-Ouest

(CCR) de Mérignac en Gironde a été décidé par l'intersyndicale du centre (CGT, CFDT et Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien SNCTA). Le CCR de Bordeaux-Mérignac surveille l'ensemble du trafic sur le quart sud-ouest de la France.

On peut voir combien les conditions de sécurité sont respectées en temps « nor-

mal » puisque la forme d'action employée par les grévistes, la grève du zèle, c'est-à-dire le contrôle du trafic selon les plus grandes normes de sécurité entraîne une réduction du trafic de plus de 50 % ! Les contrôleurs aériens veulent, par leur action, attirer l'attention des pouvoirs publics sur « la dégradation de la sécurité

aérienne ». « En effet, affirment-ils dans leur communiqué, les risques graves de collision aérienne augmentent dangereusement à cause notamment du manque de fiabilité du matériel, radars, liaisons téléphoniques, informatiques. » Les grévistes réclament également l'indexation sur le coût de la vie de leurs primes mensuelles.

Le 14 Juillet, c'est le pled

Au premier coup de pétard je tire, déjà vingt blessés

Le 14 juillet, ce sont fêtes, bals et pétards. Bien sûr, les pétards, à force, ça finit par énerver les « braves gens ». Surtout quand ce sont des jeunes qui les lancent. Samedi, à Noisville dans la Moselle, le menuisier Adrien Kiener en a eu plein les oreilles. Des jeunes faisaient pêter des pétards depuis une heure sous ses fenêtres. Alors il a tiré au fusil de chasse dans le tas, sans viser a-t-il précisé. Daniel Bonafide, employé des PTT, s'écroule, touché au cœur par ce tir de chevrotines. Jeudi, Georges Charpentier, mais qui, lui, n'est pas menuisier, prend

aussi son fusil de chasse et tire dans un groupe d'enfants qui lançaient des pétards. Il en blesse quatre. Quand il a des perdris devant lui, il n'arrive jamais à faire un si bon coup.

Ça se passait à Soisson, dans l'Aisne. Sans doute le bruit militaire et détonant de ces petits engins de fête, les pétards, résonne-t-il aux oreilles des braves gens avec des réminiscences traumatisantes ? Mais le bruit de leur bon vieux fusil de chasse n'a pas les mêmes résonances. Légitime défense contre la fête et la jeunesse.

Il n'y a pas eu que les fusils de chasse pour faire de la fête du 14 juillet un petit massacre, heureusement sans morts. Mais plus de vingt blessés sont recensés après les festivités qui n'ont pas été si réjouissantes et inoffensives. Dans la liesse populaire et sur consigne des municipalités, on fait faire des feux d'artifice par des gens inexpérimentés. A Saint-Dizier, en Haute-Marne, un sapeur-pompier participait bénévolement au tir de feu d'artifice.

Une fusée éclate plus tôt que prévu : il est grièvement blessé aux yeux. A

Mulhouse, même scénario : un artificier est blessé aux jambes par l'éclatement imprévu de la fusée et une spectatrice est atteinte au visage. En Lorraine, à Cantebonne, six spectateurs, dont deux jeunes enfants et deux pompiers, sont aussi blessés par des fusées qui percutent le sol après la mise à feu. Deux personnes sont brûlées dans les mêmes conditions, à Bouisière-aux-Dames. La pyrotechnique ne s'improvise pas et les sapeurs qui travaillent gratis le dimanche en ont fait les frais.

E. N.